

Jean-Pierre Bat, Olivier Forcade
et Sylvain Mary (dir.)

*Jacques Foccart :
archives ouvertes (1958-1974)*

La politique, l'Afrique et le monde

Contenu de ce document : Jacques Foccart et le Niger : le briseur du Sawaba dupé par les militaires (1958-1974) · Klaas van Walraven

« Les archives répondront un jour à vos questions », riposte Foccart pour ne pas en dire plus sur l'opération « Homo » du SDECE contre le Camerounais Félix Moumié en 1960. « Foccart est au parfum », s'écriait-on déjà, à tort et à travers, en pleine affaire Ben Barka en 1966, comme une invocation protectrice immanente mais invisible. Rarement un homme a-t-il suscité autant de fantasmes dans l'histoire contemporaine de la France. Le plus proche collaborateur du général de Gaulle à l'Élysée reste dans l'imaginaire collectif l'homme aux lèvres scellées. Malgré la publication au crépuscule de sa vie de deux tomes d'entretiens et de son *Journal de l'Élysée*, l'image sulfureuse du chef « barbouze » qui emporte dans sa tombe les secrets de la République a longtemps prévalu. C'était ignorer qu'un demi-kilomètre d'archives produites par Foccart et ses collaborateurs au sein de son secrétariat général des Affaires africaines et malgaches, ancêtre de la cellule Afrique de l'Élysée, avait été collecté par les Archives nationales à partir de 1977.

Au terme de douze années de travail de classement, les Archives nationales ont publié en 2015 l'inventaire des archives du secrétariat général des Affaires africaines et malgaches, dit « fonds Foccart ». Un programme de dépouillement a été mené par des équipes de chercheurs spécialisés dans l'histoire de la V^e République, celle des outre-mer et celle de l'Afrique contemporaine. L'exploitation de ces sources offre un nouvel éclairage sur le mythe Foccart, l'histoire de la création de la V^e République, l'invention des DOM-TOM dans les Antilles, l'océan Indien et le Pacifique, et enfin l'histoire de la décolonisation de l'Afrique subsaharienne et de ce qu'il est convenu d'appeler la « Françafrique ».

Couverture : Premier sommet France-Afrique, dit réunion franco-africaine de l'Élysée, Paris, 13 novembre 1973. Accueil d'Omar Bongo, président gabonais, par Jacques Foccart (AG/5(F)/3285) © Archives nationales (France)

ISBN de ce document :

979-10-231-3406-3



JACQUES FOCCART : ARCHIVES OUVERTES

Mondes Contemporains

collection dirigée par Éric Bussière et Olivier Forcade

Dernières parutions

Soldats de la loi. La gendarmerie au XX^e siècle

Jean-Noël Luc (dir.)

John Foster Dulles. Secrétaire d'État, Cold Warrior et père de l'Europe

François David

L'Afrique indépendante dans le système international

Émilie Robin-Hivert & Georges-Henri Soutou (dir.)

Jacques Seydoux diplomate (1870-1929)

Stanislas Jeannesson

Louis Jacquinot, un indépendant en politique

Julie Bour, Olivier Dard,

Lydiane Gueit-Montchal et Gilles Richard (dir.)

Penser le système international (XIX^e-XX^e siècle).

Autour de l'œuvre de Georges-Henri Soutou

Éric Bussière, Isabelle Davion,

Olivier Forcade et Stanislas Jeannesson (dir.)

L'Aéronautique militaire française outre-mer (1911-1939)

Jean-Baptiste Manchon

Les Guerres balkaniques 1912-1913

Jean-Paul Bled et Jean-Pierre Deschodt (dir.)

Sortir de la guerre

Michèle Battesti et Jacques Frémeaux (dir.)

La guerre des polices n'a pas eu lieu. Gendarmes et policiers, co-acteurs de la sécurité publique sous la Troisième République (1870-1914)

Laurent López

Émile Guillaumin, paysan-écrivain bourbonnais,

soldat de la Grande Guerre

Nadine-Josette Chaline

Génération politique. Les « années 68 » dans les jeunesses des partis politiques en France et en RFA

Mathieu Dubois

De Munich à Dantzig. Journal (30 août 1938-18 août 1939)

Paul de Villelume; édition établie par Simon Catros

Les Gendarmeries dans le monde, de la Révolution française à nos jours

Jean-Noël Luc et Arnaud-Dominique Houte (dir.)

Nicholas John Spykman, l'invention de la géopolitique américaine.

Un itinéraire intellectuel aux origines paradoxales de la théorie réaliste des relations internationales

Olivier Zajec

La Grande Guerre des assiettes

Jean-Pierre Chaline (dir.)

Jean-Pierre Bat, Olivier Forcade & Sylvain Mary (dir.)

Jacques Foccart :
archives ouvertes
(1958-1974)

La politique, l'Afrique et le monde



Ouvrage publié avec le concours de l'université Paris-Sorbonne
et de l'Agence universitaire de la francophonie (bureau d'Europe de l'Ouest)

Les SUP sont un service général de la faculté des Lettres de Sorbonne Université.

ISBN de l'édition papier : 979-10-231-0560-5
© Presses de l'université Paris-Sorbonne, 2017
© Sorbonne Université Presses, 2023

Mise en page 3d2s/Emmanuel Marc Dubois (Issigeac)
d'après le graphisme de Patrick Van Dieren

SUP

Maison de la Recherche
Université Paris-Sorbonne
28, rue Serpente
75006 Paris

tél. : (33)(0)1 53 10 57 60

sup@sorbonne-universite.fr

<https://sup.sorbonne-universite.fr>

DEUXIÈME PARTIE

**La décolonisation
à la lumière du fonds Foccart**

JACQUES FOCCART ET LE NIGER : LE BRISEUR DU SAWABA DUPÉ PAR LES MILITAIRES (1958-1974)

Klaas van Walraven

LES GAULLISTES ET LA DIMENSION STRATÉGIQUE DU NIGER

Dans les années cinquante, le Niger, peut-être plus que tout autre territoire, représente la quintessence du « pré carré » français. Ses longues frontières avec l'Algérie où le FLN et la France sont en guerre, sa position de passerelle entre les territoires coloniaux d'AOF et d'AEF, et sa position clé entre la Libye (avec la présence de la Sanûssiya) et le Nigeria britannique (le cœur économique de la sous-région) confèrent au Niger une place stratégique très significative. Cette position est renforcée par la découverte de vastes gisements d'uranium (potentiel soupçonné dès les années quarante et confirmé en 1956), qui deviennent d'une importance stratégique pour la France quand la IV^e République commence à développer la « force de frappe » nationale. Même si la première bombe atomique française a été construite sur la base d'uranium extrait du Limousin, ce minerai stratégique se retrouve en bien plus grande quantité au Niger : il s'avère vital pour les besoins énergétiques de la métropole.

De telles perspectives géopolitiques étaient peut-être encore plus importantes pour les partisans du mouvement qui entend renverser la IV^e République pour lui substituer un système politique plus fort et plus stable en métropole : effacer les humiliations douloureuses de la seconde guerre mondiale et restaurer la « grandeur » nationale, ainsi que consolider le statut de la France comme puissance moyenne à l'heure de la bipolarisation, constituent les arguments centraux du rappel au pouvoir du général de Gaulle et de ses partisans parmi lesquels Jacques Foccart. Sauvegarder les ressources énergétiques (hydrocarbures aussi bien que nucléaires), conserver l'accès aux sites d'expérimentation nucléaire et la présence de minerais de toutes sortes font non seulement du Niger mais aussi de toute la région saharienne un espace stratégique dont, pour quelques temps encore, les gaullistes et d'autres forces politiques métropolitaines n'entendent pas se séparer.

C'est dans cette perspective que peut être comprise l'idée de l'Organisation commune des régions sahariennes (OCRS) et les arguments avancés lors de la course au référendum constitutionnel de 1958 en faveur d'une nouvelle Communauté unissant la France métropolitaine et les colonies dans un giron commun. Durant toute l'année 1958 et la première moitié de 1959, il est impensable pour les Français d'avoir à se séparer de leurs possessions africaines, tout particulièrement – et cela paraît une évidence – de l'Algérie, mais également des territoires subsahariens. Aux yeux des gaullistes (et de la majorité de la droite, qu'elle soit liée ou non aux intérêts des colons), il s'agit d'un anathème – au moins durant l'année charnière 1958.

118

Il est vrai que les gaullistes, une fois qu'ils ont assis avec succès leur pouvoir en métropole, ont dû changer leur approche sur la question et que, pour de Gaulle en personne, l'empire avait essentiellement une fonction secondaire (son objectif principal est la restauration de la puissance française, dans laquelle les colonies peuvent jouer, à cet moment-là, un certain rôle). Mais, comme Foccart, le « Monsieur Afrique » du général de Gaulle, l'a souligné bien plus tard, la différence entre 1958 (avec le débat en AOF en AEF entre « sécession » et « autonomie ») et 1960 (année des indépendances pour tous les territoires) se mesure en siècles et non en années¹. Durant ces « siècles », les gaullistes se sont emparés du pouvoir en métropole, ont légitimé le « coup d'État démocratique »² du printemps 1958 et consolidé ce qui est devenu une majorité présidentielle qui rompt avec les hésitations et valse ministérielles de la IV^e République.

Dans la réalisation de cette politique, le Niger, bien plus que la Guinée, a constitué ce qui peut être qualifié de première véritable victime politique du projet gaulliste. Lors du référendum constitutionnel du 28 septembre 1958, la Guinée en votant « non » a refusé de devenir membre de la Communauté pour préférer une indépendance immédiate. En un sens, ceci a pu s'avérer utile aux gaullistes pour conférer sa légitimité à un plébiscite où le « oui » domine en Afrique comme en métropole³. La position stratégique de la Guinée, en outre, ne s'avère pas substantielle – nonobstant la réponse glaciale du général de Gaulle à l'accession de la Guinée à l'indépendance en dehors du « pré carré » (et qui, durant les premières années, a été soutenue par le camp soviétique).

1 Jacques Foccart et Philippe Gaillard, *Foccart parle. Entretiens avec Philippe Gaillard*, Paris, Fayard/Jeune Afrique, t. 1 (1913-1969), 1995, p. 223.

2 Christophe Nick, *Résurrection. Naissance de la Ve République, un coup d'État démocratique*, Paris, Fayard, 1997.

3 Pierre Viansson-Ponté, *Histoire de la république gaullienne. Mai 1958-avril 1969*, Paris, Fayard, 1971 ; Ousmane Sembène, *L'Harmattan: référendum*, Paris, Présence africaine, 1964 (rééd. 1980) ; Ahmadou Dicko, *Journal d'une défaite autour du référendum du 28 septembre 1958 en Afrique noire*, Paris, L'Harmattan, 1992.

Ainsi, la véritable victime politique se trouve ailleurs, sous l'apparence d'un mouvement social qui s'est bâti parmi le « petit peuple » semi-urbanisé qui, enraciné dans le monde syndical, trace son chemin pour accéder aux commandes de l'État colonial : le mouvement Sawaba du Niger. Le parti Sawaba remporte en mars 1957 les premières élections au suffrage universel, engageant son chef, le charismatique Djibo Bakary, à former le premier gouvernement autonome sous suzeraineté française. Le Sawaba s'est également prononcé pour le « non » au référendum de 1958, préférant l'indépendance immédiate plutôt que de poursuivre dans la voie de l'autonomie au sein d'une Communauté dominée par la France (une autonomie qui, pour autant qu'en est concerné le Niger, est de facto plus restrictive que les derniers acquis de la loi-cadre). Comme en Guinée, la base du Sawaba a poussé ses cadres à s'engager dans cette direction.

Le bras de fer avec la France au sujet du prétendu choix (plus apparent que réel) du référendum a deux conséquences. Premièrement, il a des conséquences sur la volonté du Sawaba de développer des relations extérieures, suivant une forme plus moderne et qui pourrait œuvrer au meilleur bénéfice du Niger lui-même. Ceci suppose que des liens soient établis avec d'autres pays et que l'influence de la France pourrait décliner – sans pour autant disparaître. Cette vision non conflictuelle et coopérative des relations internationales (une posture plus mûre en termes d'économie politique d'affaires étrangères que celle du gaullisme) représentait une posture révisionniste à l'égard des intérêts métropolitains. Cependant, cela signifie également que les liens avec Paris seront à dessiner après l'indépendance et que – au moins en théorie – les Africains seraient libres de rompre avec le « pré carré ». Les gaullistes, au contraire, souhaitent façonner intégralement leurs liens africains à leur propre image (néocoloniale) – par conséquent avant la décolonisation. Deuxièmement, les sawabistes (et les militants d'autres cercles politiques d'AOF) désapprouvent la demande d'adoption de leur proposition par les gaullistes, car les sawabistes ont conscience qu'ils apparaîtraient alors comme se soumettant aux scénarios constitutionnels gaullistes. Une telle soumission totale n'offense pas seulement la notion nationaliste de dignité, mais dans des pays comme le Niger, va également à l'encontre de sensibilités culturelles : on ne se soumet intégralement qu'à Allah⁴.

S'ensuit un dialogue de sourd qui devient très manifestement difficile à la faveur de la tournée africaine du général de Gaulle et de son entourage – qui comprend Jacques Foccart – pour préparer le référendum. La position gaulliste n'est absolument pas en phase avec l'atmosphère qui règne en Afrique de l'Ouest à l'été 1958, tandis que des leaders comme Sékou Touré et Djibo

4 Klaas van Walraven, « Decolonization by Referendum: The Anomaly of Niger and the Fall of Sawaba, 1958-1959 », *Journal of African History*, 50, 2009, p. 269-292.

Bakary ont tous deux mal interprété et sous-estimé la voie en sens unique dans laquelle les gaullistes se sont engagés dans leur conquête politique et leur quête de légitimation. Dépité par les foules de Conakry, de Gaulle n'est pas en état d'aller au-delà de ce que son entourage lui a présenté comme des concessions tardives à des sensibilités africaines, lorsqu'il arrive à Dakar et doit faire face à une foule en colère sur la place Protêt. En l'absence de certaines personnalités sénégalaises qui ont boycotté la visite du général, il se retrouve dénoncé comme « l'assassin de Thiaroye » et se voit accablé d'appels à l'indépendance. Foccart, dans ses entretiens avec Philippe Gaillard, se rappelle qu'il a cherché à rassurer le général en reléguant les slogans au rang de formules irréfléchies d'illettrés⁵. Ceci, évidemment, en dit plus long sur le « Monsieur Afrique » du général de Gaulle que sur les foules de Dakar, qui comptent au moins un Nigérien sawabiste dont la conscience est considérablement éveillée par le spectacle de cet affrontement public⁶.

120

Si, dans l'équation sénégalaise, les gaullistes peuvent estimer leur position assurée, ce qui est plus ou moins bien ce qu'ils auraient souhaité, ils réalisent qu'il n'en est pas de même au Niger. Le leader Sawaba a fait le chemin jusqu'à Dakar pour s'entretenir avec le général de Gaulle; ce dernier, surestimant son aura comme à son habitude, imagine que l'honneur d'une entrevue suffirait à rallier Djibo Bakary au camp gaulliste. Foccart raconte dans ses souvenirs que les discussions avec Djibo Bakary ont été « très libres⁷ » – attitude peut-être logique pour un conseiller voulant défendre son chef de toute accusation au regard des dégâts qui s'en sont suivis au Niger. Les mémoires de Messmer, haut-commissaire en AOF, s'approchent peut-être plus de la vérité en suggérant que les entretiens sont marqués par une ambiguïté qui permet à chaque partie de comprendre ce qui lui convient⁸.

FOCCART, LE RÉFÉRENDUM DE 1958 ET LA DESTRUCTION D'UN MOUVEMENT SOCIAL

L'image traditionnelle d'« homme de l'ombre » est empreinte de dureté et de cynisme; l'histoire du Sawaba au Niger fait écho sans équivoque à ces qualificatifs. Plus tard, Foccart avance que l'inclusion tardive à la constitution de la V^e République d'une mince possibilité d'opter pour l'indépendance (en dehors de la Communauté franco-africaine) a constitué une manœuvre sans

5 Jacques Foccart et Philippe Gaillard, *Foccart parle, op. cit.* t. 1, p. 167-168.

6 Entretien de l'auteur avec Ali Amadou, Niamey, 28 janvier 2003.

7 Jacques Foccart et Philippe Gaillard, *Foccart parle, op. cit.* t. 1, p. 166. Bakary et de Gaulle ont également eu un tête-à-tête auquel Foccart n'était certainement pas présent.

8 Pierre Messmer, *Les Blancs s'en vont. Récits de décolonisation*, Paris, Albin Michel, 1998, p. 153.

trop de risque car elle permettait à la métropole d'apparaître comme offrant l'option de l'indépendance, tandis que cette offre était accompagnée de tant de menaces que peu de leaders africains oseraient s'en emparer⁹.

De la même manière, Foccart se défait de la responsabilité des événements qui s'ensuivent au Niger fin 1958 (le premier coup d'État moderne de l'Afrique¹⁰, la chute du gouvernement Sawaba, un référendum marqué par la coercition et la manipulation des résultats, et la persécution du mouvement Sawaba) pour la rejeter sur les épaules du nouveau gouverneur colonial du Niger : Don Jean Colombani, nommé à dessein à ce poste mais qui, en tant que Corse, considère le plébiscite comme une « histoire électorale corse » dans laquelle le chef du Sawaba représente « l'adversaire »¹¹. Or, Colombani reçoit un soutien complet pour ce que Pierre Messmer appelle dans ses Mémoires son travail de « démolition¹² » avec le concours d'une large part des institutions officielles – administration coloniale, officiers militaires aussi bien que Foccart en personne, qui juge Bakary marqué par le référendum¹³. Son argument, voulant que des « siècles » se sont écoulés quand les gaullistes concèdent finalement en août 1960 l'indépendance au Niger, s'avère profondément cynique à la lumière du projet de liquidation du seul mouvement social moderne de l'après seconde guerre mondiale.

En fait, la destruction du petit peuple du Niger en tant que mouvement politique effectuée par une alliance transnationale établie entre les intérêts des gaullistes et des « évolués » – lesquels poursuivront jusqu'aux sables le Sawaba pour le détruire – a constitué la première étape de la consolidation de la V^e République. Considérant que les leaders politiques de la communauté sawabiste ne représentent pas une véritable menace à l'encontre des intérêts français, cette destruction s'avère gratuite, accompagnée d'un langage de déshumanisation (l'administration coloniale française compare souvent le Sawaba à une « maladie » qui doit être éradiquée), et justifiée par les conflits engendrés par la guerre froide. Dans leur dureté, les gaullistes les ont foulés du pied sans aucune hésitation, faisant preuve d'un « esprit bureaucratique » amoral qui anime les toutes premières origines de la V^e République¹⁴.

9 Jacques Foccart et Philippe Gaillard, *Foccart parle, op. cit.*, t. 1, p. 158-161.

10 Klaas van Walraven, « Decolonization by Referendum: The Anomaly of Niger and the Fall of Sawaba, 1958-1959 », art. cit., p. 281.

11 Jacques Foccart et Philippe Gaillard, *Foccart parle, op. cit.*, t. 1, p. 170-171. Cependant, il existe un indice supplémentaire qui suggère que l'habile officier de carrière corse envisage le référendum comme une véritable « bataille ». ANOM, 2221/D.1., Rapport sur les opérations électorales concernant le scrutin du 28 septembre 1958 (Référendum).

12 Pierre Messmer, *Après tant de batailles. Mémoires*, Paris, Albin Michel, 1992, p. 239.

13 Jacques Foccart et Philippe Gaillard, *Foccart parle, op. cit.*, t. 1, p. 170.

14 Klaas van Walraven, *The Yearning for Relief. A History of the Sawaba Movement in Niger*, Leiden, Brill, 2013. La traduction française paraîtra en juin 2017 : *Le Désir du calme : l'histoire du mouvement Sawaba au Niger*, Rennes, PUR, 2017.

La vie et la mort de l'unique mouvement social moderne du Niger dans les années cinquante peuvent être retracées par le recoupement d'archives orales et écrites, tout particulièrement par les Archives nationales du Niger à Niamey (ANN¹⁵), les Archives nationales d'outre-mer d'Aix-en-Provence (ANOM) et celles du Service historique de la Défense à Vincennes (SHD). Naturellement, Jacques Foccart n'est que l'un des personnages parmi les témoins historiques, de plus ou moins grande importance, de ce drame; mais sans aucun doute, il serait intéressant de voir ce que le fonds Foccart (Archives nationales) pourrait nous révéler sur des aspects bien particulier de cette histoire¹⁶. Ainsi que Mamoudou Djibo l'a écrit, il existe une étrange lacune dans le Recueil des principaux renseignements conservés dans les archives d'AOF de Dakar, qui concerne la période du 21 septembre au 13 octobre 1958, soit une semaine avant le référendum du 28 septembre jusqu'à quinze jours après¹⁷. Le fonds Foccart contient-il des éléments intéressants sur le référendum, voire dispose-t-il de ce Recueil manquant? Peut-il éclairer l'identité de celui ou ceux qui ont décidé en métropole d'écarter Bakary? Foccart, de son propre aveu, n'est pas sûr du résultat du vote au Niger si la France n'intervient pas¹⁸, et les services de renseignement français estiment, jusqu'à la fin du mois d'août et au début du mois de septembre, que le « non » l'emporterait¹⁹. Des zones d'ombre restent encore sur le rôle personnel du général de Gaulle dans la décision de renverser le gouvernement Sawaba. Ses Mémoires restent silencieuses sur son tête-à-tête avec Bakary à Dakar²⁰.

Aujourd'hui, le travail de Mamoudou Djibo et le mien ont reconstitué l'essence et les modalités adoptées pour fabriquer le résultat électoral (incluant les élections législatives nigériennes du 14 décembre 1958), ainsi que les brutalités qui l'ont accompagné. Ces modalités s'appuient clairement sur une tradition établie de manipulation électorale, pas seulement dans les colonies françaises mais aussi en métropole²¹. Des indices peuvent être trouvés dans les mémoires de Pierre Messmer²², et plus clairement encore dans celles de Raoul

15 Camille Lefebvre, « Archives et centres documentaires au Niger », *Afrique & Histoire*, 5, 2006/1, p. 177-183.

16 AN, AG/5(F)/325, 347 et 593, Ces archives n'ont pas pu être consultées pour *The Yearning for Relief*. Voir annexes 1-6 pour les archives sollicitées, qui incluent les Archives nationales du Ghana, de Grande-Bretagne et des États-Unis, en plus des ANN, des ANOM et du SHD.

17 Mamoudou Djibo, *Les Transformations politiques au Niger à la veille de l'indépendance*, Paris, L'Harmattan, 2001, p. 113.

18 Jacques Foccart et Philippe Gaillard, *Foccart parle*, op. cit., t. 1, p. 169.

19 Klaas Van Walraven, *The Yearning for Relief*, op. cit., p.164.

20 Charles de Gaulle, *Mémoires d'espoir*, t. 1, *Le Renouveau (1958-1962)*, Paris, Plon, 1970.

21 Alain Garrigou, *Le Vote et la Vertu : Comment les Français sont devenus électeurs*, Paris, Presses de Sciences Po, 1992; Jean-Paul Charnay, *Les Scrutins politiques en France de 1815 à 1962*, Paris, Armand Colin, 1964.

22 Pierre Messmer, *Après tant de batailles*, op. cit.

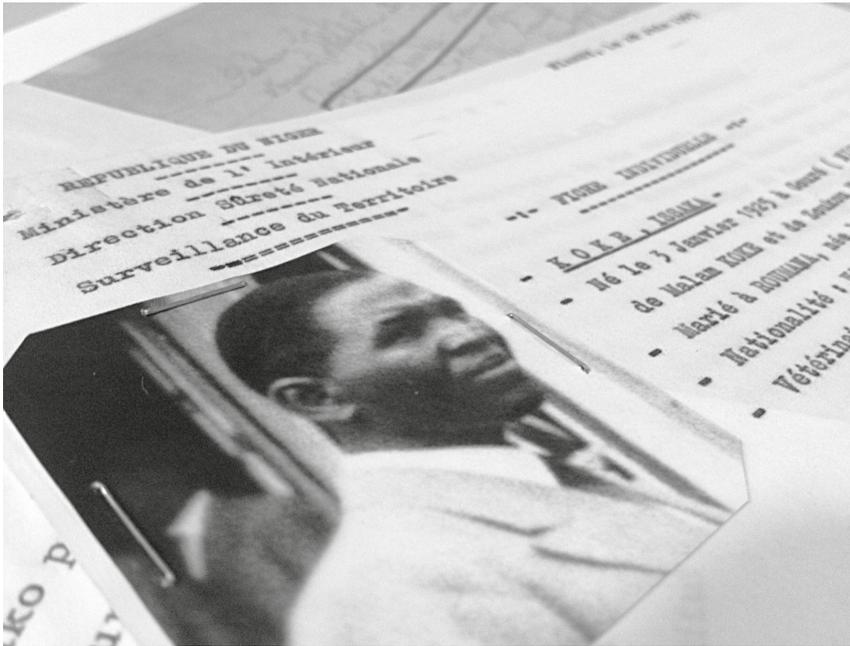
Salan, commandant en chef des forces armées en Algérie devenu par la suite l'ennemi du général de Gaulle, qui se vante ouvertement de son intervention militaire dans les affaires du Niger pour faire gagner le « oui » au référendum²³. Si de Gaulle lui-même n'a pas été tenu informé des basses manœuvres pour modifier le résultat du référendum et renverser le gouvernement Sawaba, il est plus que probable que son « Monsieur Afrique » est au moins au courant de ce que l'administration coloniale et l'armée tramaient en AOF et en Algérie. Il est permis de penser que le fonds Foccart pourrait peut-être clarifier ces points. Cependant, au regard de la masse d'informations mise au jour, il est possible de penser que, pour l'instant, le fonds Foccart n'altère pas fondamentalement cette histoire d'une période vitale du Niger.

LE RÉGIME DIORI ET JACQUES FOCCART

La décolonisation du Niger en 1960 est en trompe-l'œil. L'« indépendance » proclamée dans la nuit du 3 août 1960 ressemble à un non-événement qui s'est accompagné d'une *Marseillaise*; l'hymne national nigérien, *La Nigérienne*, n'étant pas encore composé (elle le sera par les militaires français restés en poste au Niger). Le régime du PPN-RDA, simplement connu au Niger comme « RDA », est en grande part une création de l'administration gaulliste et dépend en toute aussi grande part de lui pour sa survie. Un régime qui trouve pour l'essentiel ses assises dans les intérêts des « évolués » et dont l'appareil sécuritaire (qui se compose de la Sûreté nationale et du Bureau de coordination et de liaison [BCL] installé au palais présidentiel) est encadré par le personnel français. Ceci constitue une sécurocratie, dont la plupart des membres sont d'origine corse, dont le réseau a pour objectif de protéger le régime contre ses ennemis intérieurs et dont les renseignements contribuent au large réseau du renseignement français en Afrique de l'Ouest – générant des dossiers qui atterrissent quotidiennement sur le bureau de Foccart et qui, suivant leur importance, sont l'objet de son entretien vespéral avec de Gaulle²⁴.

23 Raoul Salan, *Mémoires*, Paris, Presses de la Cité, 1974, t. 4, *Fin d'un empire. L'Algérie, de Gaulle et moi. 7 juin 1958-10 juin 1960*, p. 116-117.

24 Klaas Van Walraven, *The Yearning for Relief*, *op. cit.* p. 295-297. Sur le rôle des Corses, voir les travaux de Vanina Profizi.



1. Fiche de surveillance d'Issaka Koké, gestionnaire de fonds du Sawaba après février 1966, réalisée par la direction de la surveillance du territoire du Niger (AN, AG/5(F)/2753)

Foccart lui-même a développé des relations personnelles avec différentes personnalités au sein du nouveau gouvernement nigérien qui se résume pour l'essentiel au triumvirat : Hamani Diori, Boubou Hama et Diamballa Yansambou Maïga. Selon ses propres dires, il entretenait des relations « excellentes » avec Boubou Hama, président du PPN, président de l'Assemblée nationale, et personnage au caractère volatile, aux côtés d'Issoufou Djermakoye, ministre de la Justice et éphémère vice-président. Il a également noué de bonnes relations avec le président Diori, probablement à la suite logique du fait que son chef politique, de Gaulle, est connu pour avoir nourri une grande sympathie pour Diori et son épouse, prétendument exempts de toute corruption²⁵ : la femme de Diori est pourtant réputée pour sa corruption et surnommée à la fin des années soixante l'Autrichienne, en référence à Marie-Antoinette. Ces liens permettent à Foccart de contrôler le régime, dont la protection est garantie par une batterie de mesure incluant un accord secret de défense, des assurances non écrites, une ligne téléphonique directe entre le palais présidentiel et la chambre à coucher de l'ambassadeur de France, des officiers français détachés auprès de l'armée nigérienne en qualité de conseillers techniques, une base militaire

²⁵ Jacques Foccart et Philippe Gaillard, *Foccart parle, op. cit.*, t. 1, p. 338-339.

française à Niamey et, évidemment, des officiers au sein de la Sûreté et du BCL basé au palais²⁶.

Sans aucun doute, Foccart est également en contact téléphonique régulier avec Niamey (un outil fondamental de son influence dans la coulisse)²⁷, mais des visites spéciales dans la capitale du Niger lui permettent de consolider les liens avec le régime Diori. En décembre 1962, Foccart se rend au Niger à l'occasion des cérémonies de commémorations de la création de la République, comme il se rend deux ans plus tard au lendemain de la défaite des « maquisards » du Sawaba, qui ont organisé une tentative de reconquête du pouvoir par les armes. La présence de Foccart a servi à manifester la solidarité du pouvoir gaulliste auprès d'un allié assiégé²⁸ (fournitures d'armes, y compris aux milices tant décriées du parti, et envoi de professionnels du renseignement pour appuyer le BCL dirigé par des Français dans les interrogatoires [et les tortures] des guerrilleros sawabistes). À nouveau, au début de 1974, Foccart voyage au Niger à la suite de la sécheresse au Sahel, promettant çà et là une augmentation de l'aide française²⁹.

125

KLAAS VAN WALRAVEN Jacques Foccart et le Niger

DUPÉ : LA SOUDAINE ÉMERGENCE DE SEYNI KOUNTCHÉ

Si le fonds Foccart ne devrait pas altérer fondamentalement cette analyse du renversement du gouvernement Sawaba au Niger et la nature de la Ire République dirigée par Diori, ce n'est pas le cas pour sa chute. Dans la nuit du 14 au 15 avril 1974, durant le week-end de Pâques, les militaires nigériens s'emparent du pouvoir les armes à la main sous la conduite du lieutenant-colonel Seyni Kountché. Bien que le régime de Diori ait dû faire face à une tension croissante et à des difficultés dans les années précédentes, le putsch est une surprise aussi bien pour les Nigériens que pour les Français. Autant Jacques Foccart est informé des stratégies internes au gouvernement Diori, autant il ignore tout du coup d'État que préparent les militaires nigériens. Ceci s'explique, en premier lieu, par le soin qu'ils ont pris à préparer leur complot et à induire en erreur le gouvernement et ses protecteurs français. À un niveau plus

26 Le troisième homme de ce *triumvirat*, Diamballa Maïga, ministre de l'Intérieur (à bien des égards, son personnage principal du fait de sa personnalité), a aussi laissé les agents de la Sûreté espionner les résidents français dans le pays (Klaas Van Walraven, *The Yearning for Belief*, *op. cit.*, p. 296-297 et 574).

27 Jean-Pierre Bat, *Le Syndrome Foccart. La politique française en Afrique, de 1959 à nos jours*, Paris, Gallimard, coll. « Folio histoire », 2012, p. 139.

28 Le contraste est criant avec les démissions, en novembre 1964, de nombreux coopérants civils français de l'administration nigérienne en guise de protestation contre les persécutions et la répression qui s'abattent sur le Sawaba (Klaas Van Walraven, *The Yearning for Relief*, *op. cit.*, p. 715).

29 AN, AG/5(F)/1886, Sécheresse au Sahel (Niger, 1973-1974).

profond, il est permis de se demander si la chute de Diori est, d'une manière ou d'une autre, liée à l'attitude de ce dernier qui a recherché une plus grande autonomie en matière de politique étrangère (à contre-courant du « pré carré ») et dans sa politique économique intérieure (négociations du prix de l'uranium). On ne dit pas seulement que ceci a agacé les Français, mais cela a pu prendre au dépourvu les protecteurs français de Diori pour sa sécurité. Par ailleurs, le putsch survient à un moment où l'influence de Foccart connaît un certain déclin au lendemain de la mort de Pompidou, une dizaine de jours plus tôt : durant l'intérim assuré par Alain Poher, Foccart doit composer avec différentes personnalités politiques, dont certaines ne sont spécialement proches de lui.

126

Cependant, Foccart n'est pas le seul à avoir été pris de court par le putsch : c'est également le cas des représentants diplomatiques et militaires français au Niger (qui constituent une source d'information de premier ordre pour Foccart). C'est devenu une évidence absolue grâce au dossier du fonds Foccart composé de correspondances relatives au putsch échangées entre différentes institutions françaises, telles que les ambassades, le secrétariat général des Affaires africaines et malgaches de Foccart, Matignon, le Quai d'Orsay et de nombreux organismes militaires³⁰. Durant de longues décennies, les Nigériens ont avancé l'hypothèse d'une possible implication de la France dans le putsch de Kountché³¹. L'avènement du régime Diori s'est opéré sous la protection de l'administration gaulliste et sa dépendance sécuritaire envers la France ; les négociations du prix de l'uranium nigérien par Diori et l'inefficacité des mesures de sécurité française durant le coup d'État sont autant d'éléments, en plus de la soudaineté de l'opération de Kountché, qui ont conduit à supposer que la France devait savoir qu'il se tramait quelque chose ou, pire, qu'elle était impliquée dans la préparation et l'organisation du coup de Kountché, soit par une complicité active soit par une neutralité bienveillante. Si cela est vrai, ceci remettrait en cause l'interprétation de l'interlude militaire dans l'histoire contemporaine du Niger, qui préfigurait une position plus complexe envers l'ancienne puissance coloniale – sinon en termes économiques (durant cette période, la base de la dépendance extérieure est passée de l'exportation d'arachide à l'uranium et à la dette), du moins dans les sphères militaires et de la haute politique. Si la France avait aidé Kountché pour son putsch, cependant, cela éclairerait d'un jour nouveau la plus grande autonomie d'action du Niger (fin de la présence militaire française, reconnaissance de la Chine communiste, diversification des relations extérieures), tout particulièrement avec en arrière-plan la dépendance économique qui se perpétue avec l'ancienne métropole.

30 AN, AG/5(F)/1885, Niger, coup d'État de 1974.

31 Klaas van Walraven, « "Opération Somme". La French Connection et le coup d'État de Seyni Kountché au Niger en avril 1974 », *Politique africaine*, 134, 2014/2, p. 133-154.

Mais le fonds Foccart nous permet d'affirmer catégoriquement que ce n'est pas le cas : pas seulement parce que les autorités françaises (en Afrique de l'Ouest ou en métropole) ne sont impliquées d'aucune manière dans la préparation et l'exécution du putsch de Kountché, mais aussi parce que, pendant un bref instant, elles ont envisagé la possibilité de contre-carrer le coup et/ou de sauver Diiori grâce à un déploiement de forces militaires basées en grande part en France³².

En effet, le dossier intéressant le putsch et conservé dans le fonds Foccart sous la cote AG/5(F)/1885 illustre bien certains des principes clés de la politique africaine de Foccart, de ses ambitions et de certaines de ses limites. En premier lieu, le régime de Diiori a beau être « une créature de la France », ainsi que les Américains le considèrent³³, cela ne signifie pas que Diiori ne dispose pas de marge de manœuvre pour conduire son action gouvernementale, ou que l'influence française dispose d'un contrôle total ; les liens de patronage entre la France et le Niger durant les dernières années de la I^{re} République ont été marqués par un grand degré de complexité. Du point de vue français, les différends avec le Niger restent gérables et ne justifient certainement pas de sauter vers l'inconnu en aidant à mettre en place un nouveau régime militaire. Les anciennes pommes de discorde ont perdu de leur actualité (Biafra, séparatisme québécois) et les Français ont menées leurs négociations relatives à l'uranium à un niveau suffisamment élevé pour temporiser et chercher un compromis pragmatique qui donnerait satisfaction à chacune des deux parties – ainsi qu'Alain Poher, président français par intérim, le mentionne à Diiori aux funérailles de Pompidou, une semaine avant le coup de Kountché³⁴. Le dossier du fonds Foccart relatif au putsch montre, en effet, que l'opinion française sur Diiori est plus nuancée. Ainsi que l'observe l'ambassadeur de France dans une dépêche au Quai d'Orsay, une semaine après le coup d'État :

Nous devons certes regretter le président Diiori, en dépit des difficultés qu'il nous a parfois causées. C'était un ami fidèle, profondément attaché à notre langue et à notre culture. Ne disait-il pas publiquement, il y a quelques mois, que la France était « notre ami privilégié » et que le Niger était le héraut de la francophonie ?

En deuxième lieu, le renversement violent opéré par Kountché suscite des réflexes politico-militaires qui constituent une part déterminante des étroites

³² *Ibid.*

³³ PRO, FO 371/161689, Confidential/NOFORN. Department of State. Bureau of Intelligence and Research. Research Memorandum RAF-26, 30 Mars 1962.

³⁴ Klaas van Walraven, « "Opération Somme". La French Connection et le coup d'État de Seyni Kountché au Niger en avril 1974 », art. cit., p. 150.

relations tissées entre la France et le Niger sous Diori. Cependant, ces réflexes apparaissent relever principalement de Foccart lui-même, plus que des autres responsables politiques de la période intérimaire. Par la suite, il a été dit que le « Monsieur Afrique » a été choqué par le coup d'État, qui a donné lieu à un assaut violent du palais présidentiel et coûté la vie à l'épouse de Diori, tant apprécié par de Gaulle. Dans ses entretiens avec Philippe Gaillard, Foccart dit avoir considéré le putsch comme un « véritable hold-up contre l'État, qui [était] absolument inadmissible » (même si, au regard de son image, il peut difficilement se présenter sous les traits d'un opposant par principe au changement de régime par la violence)³⁵. Kountché l'a clairement pris par surprise – durant ce week-end de Pâques, Foccart était parti se reposer dans sa maison de campagne de Luzarches et a eu du mal à entrer en contact avec le ministre de la Défense et le chef d'état-major, qui était parti pêcher³⁶. Un rapport de l'attaché militaire près l'ambassade de France au Niger précise que la communication téléphonique entre Foccart et l'ambassadeur à Niamey a été subitement coupée, le lendemain du putsch ; un événement qui n'a pu qu'aggraver la situation³⁷ : les services de renseignement nigériens avaient l'habitude d'écouter les conversations téléphoniques entre l'ambassade de France et Paris, et cela illustre combien Foccart agit en réaction. Plus tard, il déclare qu'il a été « convaincu qu'une opération était possible et qu'elle avait toutes les chances de réussir » (c'est-à-dire une opération militaire pour sauver Diori et/ou contre-carrer le putsch)³⁸. Il affirme que, dans une réunion au plus haut niveau de l'État qui s'est tenue au Sénat le lendemain du putsch, il a essayé de convaincre Alain Poher, président par intérim, Pierre Messmer, Premier ministre (qui connaît personnellement bien le Niger par son passé colonial), Michel Jobert, ministre des Affaires étrangères, et Robert Galley, ministre de la Défense (secondé par le général Maurin, chef d'état-major), de la nécessité d'une intervention militaire. Mais la réunion se conclut par un refus de ce projet.

Cependant, malgré cette décision négative, le dossier concernant le putsch contient un nombre important de télégrammes entre le service de Foccart et une variété d'institutions militaires métropolitaines associées à une opération dont le nom de code est : « Plan Somme ». Elle engage une force militaire

35 Jacques Foccart et Philippe Gaillard, *Foccart parle, op. cit.*, t. 2 (1969-1996), 1997, p. 224.

36 Élodie Apard-Malah, *Queues de pie et grand boubous : une histoire franco-africaine. Les relations franco-nigériennes de l'après-guerre aux années 2000*, thèse de doctorat de l'université Panthéon-Sorbonne, 2012, p. 276.

37 AN, AG/5(F)/1885, Niger, coup d'État de 1974. Bulletin de renseignements du conseiller militaire près l'ambassade de France à Niamey, 21 mai 1974.

38 Jacques Foccart et Philippe Gaillard, *Foccart parle, op. cit.*, t. 1, p. 338 et t. 2, p. 224-225 ; Jacques Baulin, *Conseiller du président Diori*, Paris, Eurafor-Presse, 1986, p. 122. Dans une publication postérieure, Foccart semble revenir sur ces déclarations, *Journal de l'Élysée*, t. 5, *La Fin du gaullisme (1973-1974)*, Paris, Fayard/Jeune Afrique, 2001, p. 599.

considérable composée de régiments parachutistes cantonnés en Corse (le 2^e régiment étranger parachutiste) et à Toulouse (base mobile opérationnelle aéroportée), qui devaient être envoyés à N'Djamena au Tchad d'où ils devaient agir rapidement sur Niamey. Les ordres concernant cette opération sont donnés dans l'après-midi qui suit la réunion au Sénat (qui s'est pourtant prononcée contre l'intervention) et le matin suivant. De nombreux centres militaires en France sont mis en copie des correspondances. Le 16 avril, cependant, deux jours après le renversement du régime au Niger, un changement de plan survient, lorsque le secrétariat général de Foccart adresse un télégramme à différentes institutions militaires, sous le titre « objet : situation à Niamey », de retarder « de 24 h envoi ad 4 prévu à destination de N'Djamena³⁹ ».

À la place, ainsi qu'en avait originellement convenu la réunion du Sénat, un colonel français est envoyé négocier la relaxe de Diouri, qui a été placé aux arrêts dans un endroit inconnu et dont la santé inquiète Foccart. Le colonel doit être envoyé par un vol direct à Niamey à bord du DC-8 (pas moins que cela) utilisé pour la mobilisation des troupes parachutistes du Sud de la France et qui aurait dû gagner N'Djamena. Logiquement, cependant, quand le DC-8 a voulu se rendre à Niamey pour y déposer le colonel, Kountché s'est montré très méfiant à l'endroit d'un si important avion approchant sa capitale, et dit à l'ambassadeur de France, face-à-face, qu'il craignait que l'avion ne contienne des troupes⁴⁰. L'avion a été obligé de se dérouter sur Ouagadougou d'où le colonel est pris en charge par un avion nigérien qui le conduit à Niamey⁴¹.

Le changement de plan commence le même jour, 16 avril, lorsque l'ambassadeur de France envoie le télégramme suivant au Quai d'Orsay qui met explicitement en garde contre le risque que présente une intervention militaire :

Dans ces conditions, une intervention militaire à Niamey est, à mon sens, totalement exclue. Les forces nigériennes dans la capitale (armée et gendarmerie) qui, toutes, soutiennent le nouveau régime sont bien supérieures en nombre et en armements au détachement français. Je sais d'ailleurs que le Camp Leclerc est surveillé par l'armée nigérienne et que le terrain d'aviation fermé à tout trafic, est occupé. Enfin, j'ignore où est détenu le président Diouri. Une

39 AN, AG/5(F)/1885, Niger, coup d'État de 1974, Télégramme diplomatique de l'ambassadeur Paul Gaschnard au ministère des Affaires étrangères, Niamey, 16 avril 1974. Ce télégramme est diffusé à différentes institutions incluant la 11^e division parachutiste de Pau, la deuxième brigade parachutiste de Tarbes, le centre opérationnel de l'Air à Paris, la région militaire de Marseille, le centre opérationnel de transport aérien militaire de Villacoublay et la 9^e brigade à Saint-Malo, ainsi que les bases militaires françaises de Niamey et N'Djamena.

40 AN, AG/5(F)/1885, Niger, coup d'État de 1974, Télégramme diplomatique de l'ambassadeur Paul Gaschnard au ministère des Affaires étrangères, Niamey, 16 avril 1974.

41 Klaas van Walraven, « "Opération Somme". La French Connection et le coup d'État de Seyni Kountché au Niger en avril 1974 », art. cit., p. 147-148.

intervention militaire serait donc non seulement, à mon avis, inopportune mais encore irréalisable sauf au prix d'un renforcement par des moyens extérieures considérables⁴².

Foccart est obligé de battre en retraite. Il est probable qu'il a établi sa propre réponse au coup d'État sans tenir compte de la décision du pouvoir présidentiel intérimaire (à moins que ce dernier n'ait fermé les yeux?), mais sa position de principe de venir au secours d'un vieil allié fait long feu. Il s'agit d'une pratique dans la droite ligne de la politique africaine traditionnelle qui veut que les opérations pour sauver les régimes amis de la France ne valent que si elles sont suivies d'une action immédiate⁴³. Si ce n'est pas réalisable, le gouvernement français est contraint d'accepter le fait accompli d'un changement de régime africain et de refonder sa politique à partir de cet événement.

130

Foccart perd face au coup d'État de Kountché, pas seulement parce que sa conception interventionniste est mise à mal et qu'il est forcé de suspendre le plan de déploiement de troupes qu'il a mis en action, mais aussi parce que la chute soudaine d'un chef d'État sincèrement ami de la France met à mal sa perspicacité : le principal responsable de la politique africaine de la France est-il vraiment au fait de tout ? Ce sujet est particulièrement important à l'heure où les politiques métropolitaines fluctuent et que les relations politiques sont révisées à la veille du scrutin présidentiel à venir. Foccart, quintessence du pouvoir de l'ombre des années de Gaulle (et déjà en déclin sous Pompidou), est menacé de perdre sa place – ainsi que cela surviendra⁴⁴.

Du côté nigérien, le putsch de 1974 inaugure une nouvelle phase de la construction de l'identité politique nigérienne et des liens à réinventer avec la France⁴⁵. Caractérisés par une plus grande autonomie pour la conduite du pays dans les domaines militaires et de haute politique, les liens entre la France et le Niger vont évoluer vers une forme plus subtile, peut-être plus subtile que ce qui avait été obtenu sous Foccart, ou au moins par des voies d'influence moins directes.

42 AN, AG/5(F)/1885. Niger, Coup d'État de 1974. Télégramme diplomatique de l'ambassadeur Paul Gaschignard au ministère des Affaires étrangères, Niamey, 16 avril 1974.

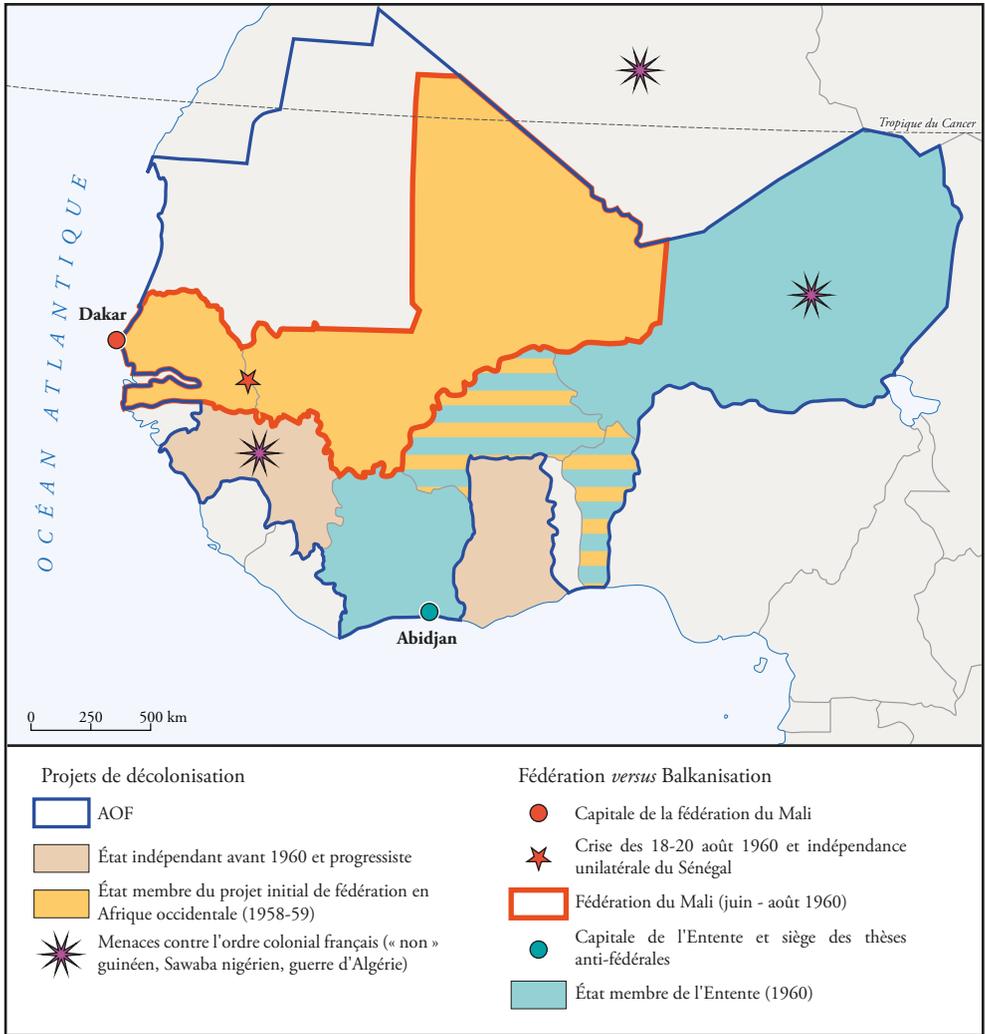
43 Jean-Pierre Bat, « Le rôle de la France après les indépendances : Jacques Foccart et la *pax gallica* », *Afrique contemporaine*, 235, 2010/3, p. 50. Quelques temps plus tard, cependant, survint un incident resté invérifié : la rumeur a couru qu'un avion en provenance de N'Djaména cherchait à atterrir à Zinder, où Diori était en résidence surveillée, contenait en réalité des mercenaires français et africains d'après un article paru dans *Jeune Afrique*, le 2 juillet 1976.

44 Jean-Pierre Bat, *Le Syndrome Foccart*, *op. cit.*

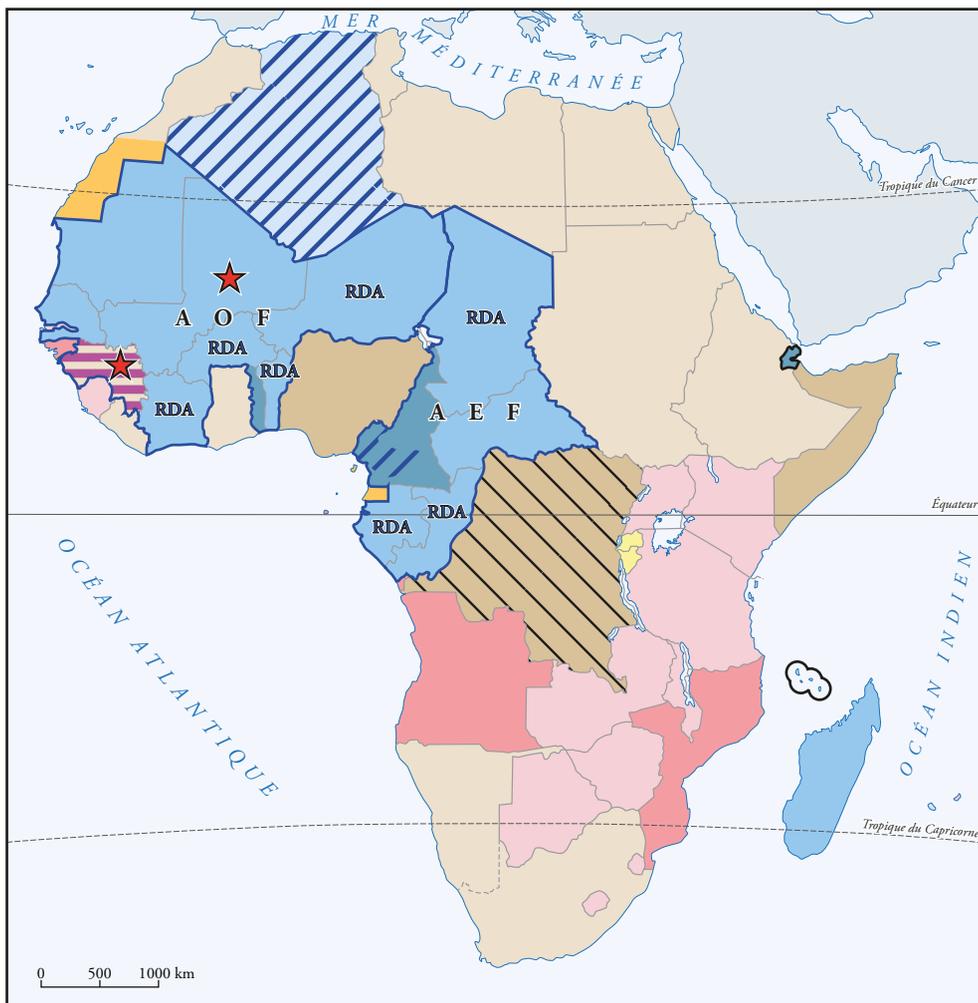
45 Élodie Apard-Malah, *Queues de pie et grand boubous : une histoire franco-africaine*, *op. cit.*, p. 289.

Reste, cependant, la question de savoir si le pouvoir de Jacques Foccart s'avère si réel. Tout pouvoir est, évidemment, de nature éphémère, mais les méthodes employées sous « l'homme de l'ombre » doivent peut-être être interprétées comme des routines archétypales d'une ère post-coloniale, dans laquelle, à l'évidence, un coup de téléphone peut suffire à modifier la marche des événements mais qui ne peut constituer un *modus operandi* viable sur le long terme. Ainsi que le prouve le dossier relatif au coup d'État de Kountché, le fonds Foccart offre aux chercheurs, dans ce cas, un regard unique au cours d'une phase particulière de l'histoire des relations entre la France et ses anciennes colonies africaines.

Cartes



L'AOF face à la querelle fédérale (1958-1960)



L'Empire français

-  Département
-  Colonie
-  Fédérations AOF et AEF (1958)
-  Territoire sous tutelle
-  « Non » à la Communauté (1958)

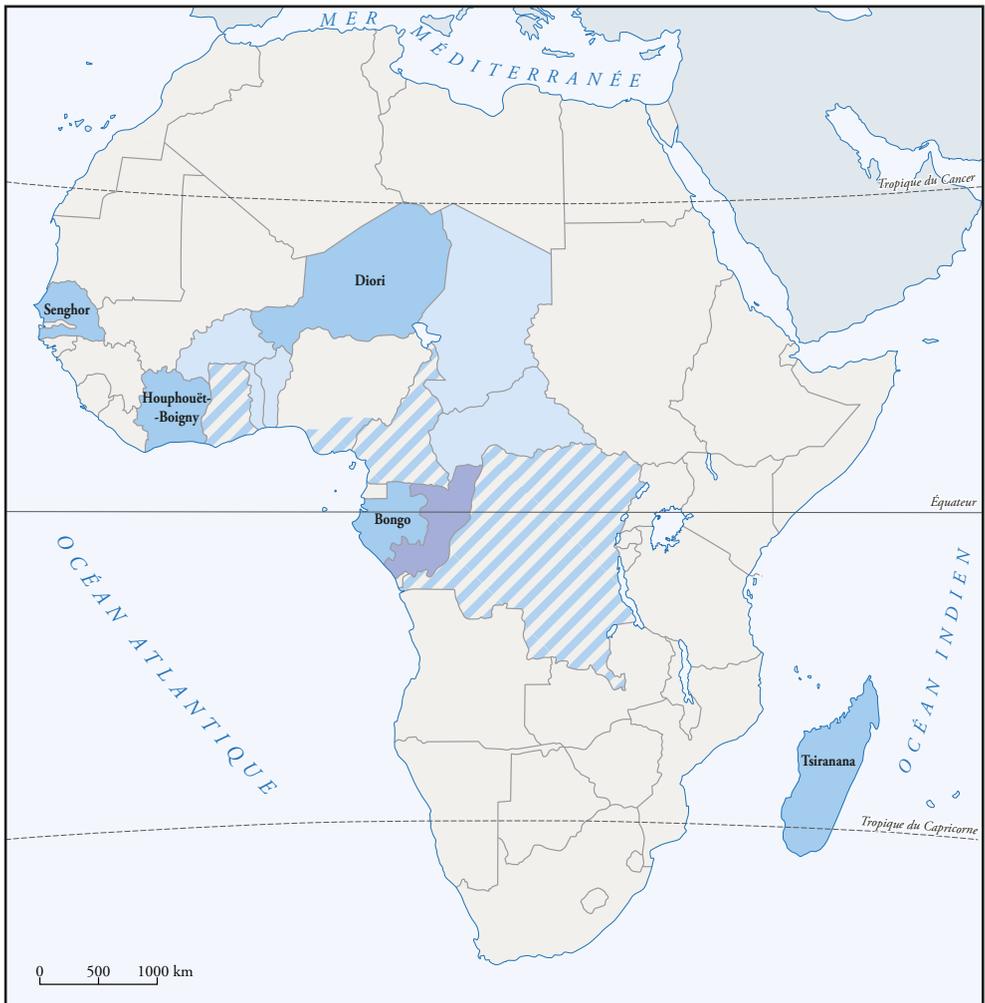
1960 : année de l'Afrique

-  Guerres coloniales françaises
-  Crises politiques et gouvernement RDA tendance révolutionnaire
-  Territoires non décolonisés
-  Gouvernement RDA tendance Houphouët
-  1^{re} crise ONU (indépendance du Congo en 1960)

Le crépuscule colonial

-  État indépendant avant 1960
-  État indépendant en 1960
-  Colonies en 1960
-  belge
-  britannique
-  espagnole
-  portugaise

De l'Empire à la Françafrique : 1960, année des indépendances



 « Dirigeants sérieux et capables [...]. Pour ceux-là aucune hésitation. Les rapports avec eux sont confiants. L'aide française leur est assurée en tout état de cause, et quelles que soient les circonstances. »

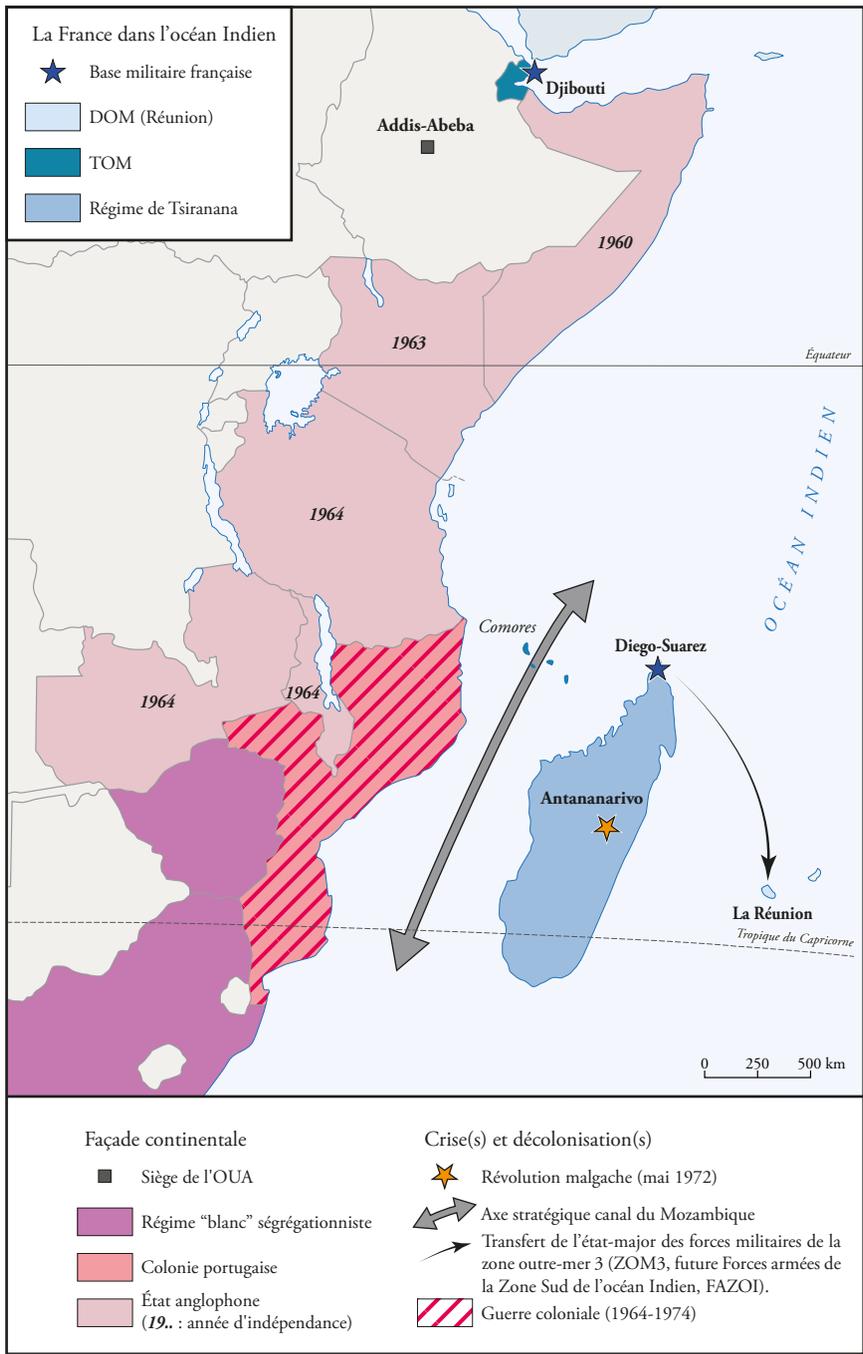
 « D'autres dirigeants sont moins solides, leurs compétences moins grandes, ou leur pays plus fragile. Des mini coups d'État [...] ne changent rien fondamentalement à l'orientation de la politique de ces pays. La France laisse faire d'autant que les nouveaux "colonels" sortent tous de l'infanterie de Marine. Qu'apparaissent, en revanche, des germes de "subversion", des influences extérieures, comme au Tchad, alors l'appareil français est en alerte. »

 « La notion traditionnelle du "pré carré" évolue. [...] La réunification du Cameroun [1961] avait déjà été [...] un succès français. L'aide au Biafra [1967-1970, Ojukwu], les excellents rapports noués avec le nouveau régime du Ghana [1969-1972, Busia], l'intérêt particulier porté au Congo-Kinshasa [...]. »

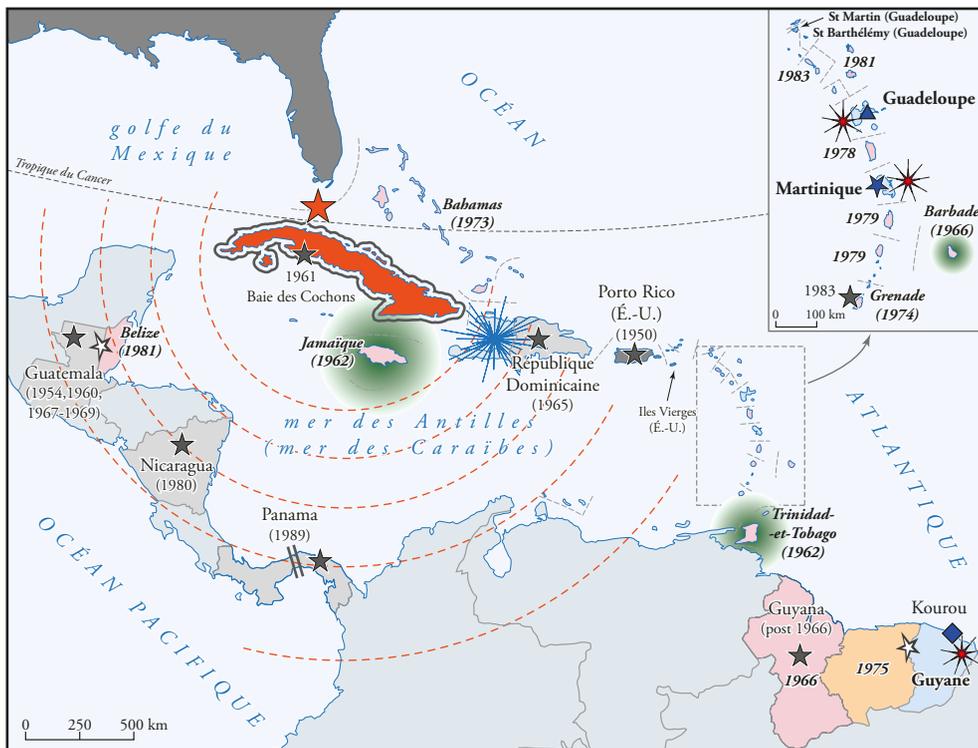
 « C'est le renversement au Congo-Brazzaville, en août 1963, du régime de l'abbé Fulbert Youlou, qui a provoqué le raidissement de la doctrine gaulliste en Afrique. »

Source : AN, 90 AJ/1, manuscrit inédit
Finalemnt, qui est Monsieur Foccart ?

La « doctrine » : la situation géopolitique en 1970 selon un manuscrit inédit



La France dans l'océan Indien à l'aube des années 1970



La France dans les Caraïbes

- ★ État-major groupe Antilles-Guyane
- ▲ Escale technique des DC8 nucléaires à destination de Polynésie
- ◆ Création du Centre d'études spatiales (1968) : « base de Kourou »
- DOM
- ★ Zone d'influence francophone

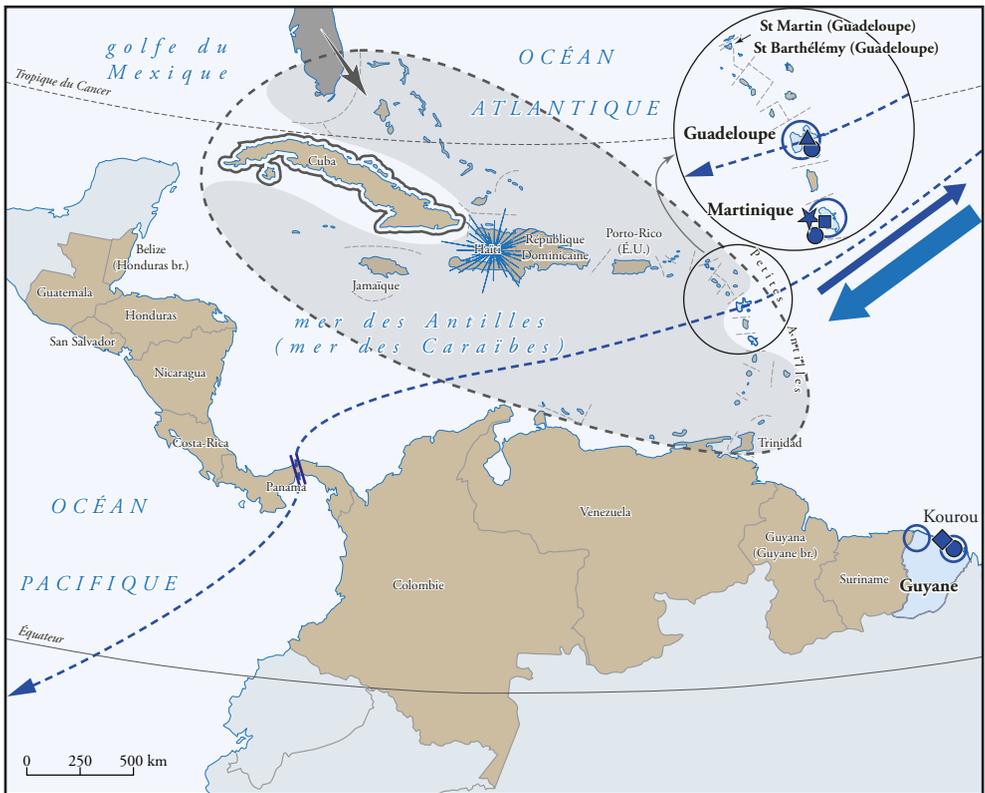
Présence et influence des États-Unis

- == Canal transocéanique de Panama
- ★ Interventions américaines et dates
- ★ Crise des fusées (1962)
- Embargo sur Cuba (1962)

Décolonisation et Guerre froide

- Révolution cubaine (1959)
- - - - - Onde de choc de la Révolution cubaine
- ★ Attentats de l'Alliance révolutionnaire Caraïbes (années 1980)
- ★ Conflits frontaliers et/ou guerres civiles
- Foyers de nationalisme noir
- Colonie britannique (19.. : année d'indépendance)
- Colonie hollandaise (19.. : année d'indépendance)

Aux portes du « Mare Nostrum étasunien » :
les départements français des Caraïbes à l'heure de la guerre froide



La France dans les Caraïbes :
les facteurs de puissance et d'influence

- ★ État-major interarmées groupe Antilles - Guyane
- Service militaire adapté (SMA) : optique de contre-insurrection
- Poste SDECE
- ◆ Centre d'études spatiales
- ▲ Escale technique des DC8 nucléaires à destination de Polynésie et trajet
- Pôle universitaire
- ☼ Zone d'influence francophone
- Zone de surveillance du CRA (Centre de Recherche Avancé) de Fort-de-France

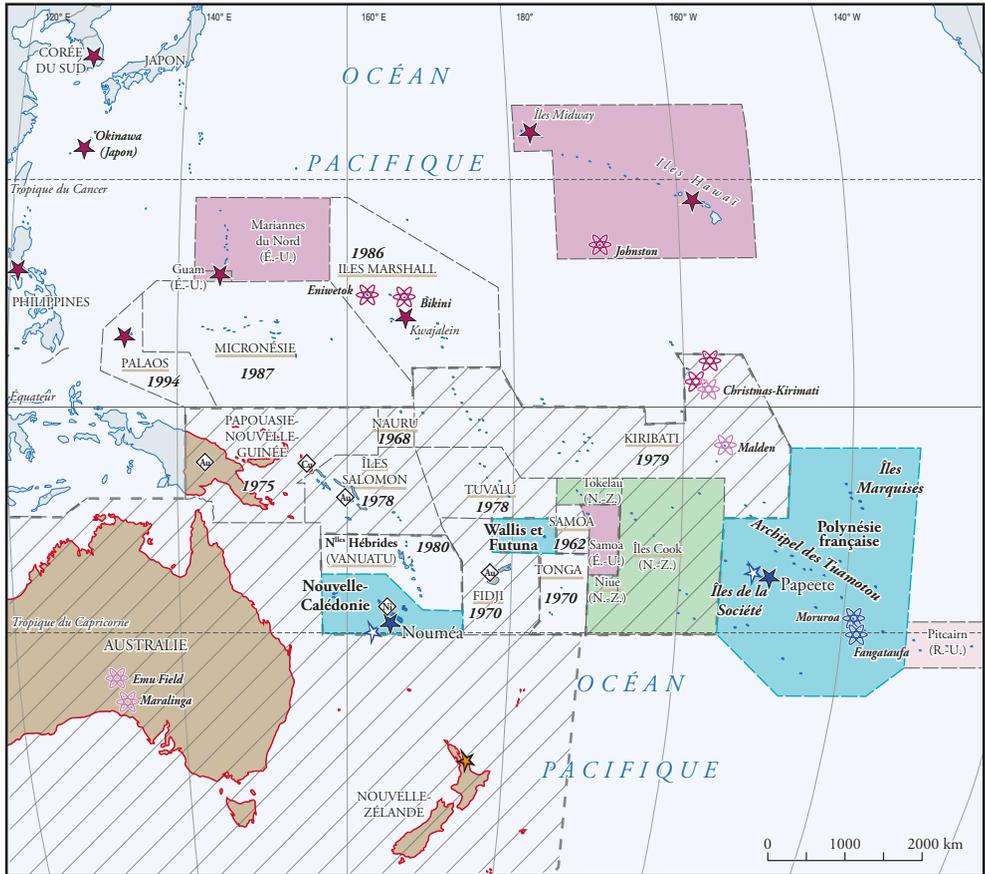
La France et ses départements caribéens

- ➔ « Cordon ombilical » avec la métropole : flux Antilles vers métropole
- ➔ flux métropole vers Antilles
- DOM

Environnement régional

- Espace caribéen insulaire
- ☼ Zone d'influence des États-Unis
- Embargo et rupture diplomatique avec les États-Unis (Cuba post 1959)

Défense et illustration de la présence française dans les Caraïbes :
l'épreuve de la guerre froide et de la décolonisation



La France dans le Pacifique

- ★ Base militaire
 - ✳ Expériences nucléaires françaises (193 essais nucléaires de 1966 à 1996)
 - ★ Troubles et/ou tensions nationalistes : Polynésie française (1958 : arrestation de Pouvanaa, 1987, 1995 : émeutes anti-nucléaires) ; Nouvelle-Calédonie (FLNKS, années 1980)
 - ★ Attentat du Rainbow Warrior (1985)
 - TOM (Nouvelle-Calédonie, Polynésie, Wallis et Futuna)
 - Possessions françaises
- Ressources minières**
- ⬢ Cuivre
 - ⬢ Nickel
 - ⬢ Or

**Environnement régional :
décolonisation et guerre froide**

- ★ Base militaire américaine
- ✳ Expériences nucléaires américaines (1945-1963)
- ✳ Expériences nucléaires britanniques (1953-1962)
- ▨ Zone Pacifique dénucléarisée (traité de Rarotonga signé le 6 août 1985 puis ratifié à l'origine par 8 pays océaniques)
- 19. Année d'indépendance
- Possession américaine
- Possession britannique
- Possession néo-zélandaise
- Pays du Forum des îles du Pacifique
- Pays ayant pu manifester une hostilité à la présence française (liste non exhaustive)

Manifestations et contestations de la puissance française en Océanie au temps de la guerre froide

JACQUES FOCCART EN QUELQUES DATES

- 31 août 1913. Naissance à Ambrières-le-Grand, aujourd'hui Ambrières-les-Vallées (Mayenne). Fils d'Elmire de Courtemanche de la Cléménadière, blanche créole de la Guadeloupe, et de Guillaume Koch-Foccart. Passe ses premières années au château du Tertre (Mayenne).
- 1913-1919. Petite enfance passée à l'Habitation Saint-Charles à Gourbeyre (Guadeloupe), commune de la Basse-Terre où son père assure le mandat de maire (1908-1921) et possède d'importantes plantations de bananes.
- 1919-1925. Retour définitif en métropole : la famille Foccart partage son temps entre le Midi (Nice et la Villa Auguste de Monte-Carlo) et Ambrières (Le Tertre) ; il découvre Paris avec ses grands-parents.
- 1925-1930. Élève interne du lycée de l'Immaculée-Conception à Laval (Mayenne) jusqu'en classe de seconde.
- 1930-1931. Élève en classe de première au lycée de Monte-Carlo, Jacques Foccart ne passe que la première partie de son baccalauréat.
- 1931-1934 : Prospecteur commercial des usines Renault à L'Aigle (Orne) puis à Vendôme (Loir-et-Cher).
- Octobre 1934-avril 1936. Service militaire.
- 1936-1939. Foccart devient employé dans la société commerciale de Jacques Borel, proche de la famille Foccart, spécialisée dans l'import-export avec l'Outre-mer. Le métier officiel de Jacques Foccart est désormais « importateur-exportateur ».
- 20 avril 1939. Mariage avec Isabelle Fenoglio, de sept ans son aînée. Le couple n'aura pas d'enfant.
- 1939-1944. Mobilisé en août 1939 comme sous-officier de l'armée de l'Air et démobilisé en août 1940, Foccart regagne Paris puis fonde une affaire d'exploitation de bois dans l'Orne. À partir de 1943, il assure des responsabilités dans l'Orne et dans la Mayenne au sein d'un réseau de résistance, dépendant des services de renseignement de la France Libre, créé afin de soutenir le Débarquement des Alliés. Il intègre la DGER, ancêtre du SDECE.
1944. Foccart crée à Paris une société d'import-export avec les Antilles (la SAFIEX). Celle-ci restera toujours la base de son activité professionnelle, n'ayant jamais été fonctionnaire de l'État. Il en confie la gestion à son ami Robert Rigaud, dit « Bob ».
- 1947-1958. Nommé en 1947 responsable national du RPF pour les Antilles et la Guyane, désigné conseiller de l'Union française par le RPF en 1950, Foccart devient à partir de là responsable des questions ultramarines et notamment africaines au sein du parti gaulliste. Membre du conseil national, puis secrétaire général adjoint,

et secrétaire général en 1954 du RPF ; il anime jusqu'en 1958, *La Lettre à l'Union française*, instrument de propagande gaulliste à destination de l'Outre-mer.

1948. Découverte de l'existence de sa demi-sœur.

1954. Acquisition de la Villa Charlotte à Luzarches (Val-d'Oise) qui héberge sa célèbre « case à fétiches ».

1958-1974. Nommé par de Gaulle au poste de conseiller technique à Matignon (juin-décembre 1958) puis à l'Élysée (janvier 1959-mars 1959). En mars 1960, Foccart est nommé secrétaire général de la Communauté, qu'il rebaptise secrétariat général des Affaires africaines et malgaches en 1961. Il est en charge des Affaires africaines, de l'Outre-mer, de la liaison avec les services de renseignement et de sécurité et de la relation avec les organisations politiques gaullistes. Il reste en fonction jusqu'à l'élection de Valéry Giscard d'Estaing, à l'exception de l'intérim d'Alain Poher en 1969. À partir de 1970, le service de son secrétariat général quitte l'hôtel de Noirmoutier, 138 rue de Grenelle, pour s'installer au 2 rue de l'Élysée.

1960. Cofondateur du Service d'action civique (SAC), héritier du service d'ordre et organe du mouvement gaulliste.

384

1974-1981. Jacques Foccart fait campagne pour Jacques Chaban-Delmas en 1974 ; sitôt élu, Valéry Giscard d'Estaing met fin à ses fonctions et liquide le secrétariat général des Affaires africaines et malgaches. Officiellement en retrait de la vie politique, Foccart se recentre sur ses activités professionnelles et lance la SAFIEX à l'assaut du marché africain ; parallèlement, il continue à entretenir ses réseaux en Afrique et dans les DOM-TOM à titre privé. Depuis la coulisse, il observe et accompagne la recomposition de la famille gaulliste.

1981-1986. À la présidentielle de 1981, Foccart est l'un rares gaullistes historiques à soutenir la candidature de Jacques Chirac et le seul baron à avoir finalement rallié le RPR. Dans l'opposition au socialisme, il affermit ses liens avec ce dernier et apporte son expérience à la reconstruction de la famille gaulliste en vue de revenir au pouvoir.

1986-1988. Conseiller à Matignon auprès de Jacques Chirac.

1988-1995. « Monsieur Afrique » de Jacques Chirac, Foccart crée la cellule Afrique de la Mairie de Paris, sise rue Martignac, et s'engage en faveur de Chirac en vue des élections présidentielles de 1995.

1991. Liquidation de la SAFIEX.

1995. Jacques Chirac, élu président, nomme Jacques Foccart son « représentant personnel auprès des chefs d'État africains » (14 rue de l'Élysée) en marge de la cellule Afrique de l'Élysée, dirigée par Michel Dupuch (2 rue de l'Élysée). Jacques Chirac l'élève à la dignité de grand officier de la Légion d'honneur.

19 mars 1997. Décès à son domicile parisien de la rue de Prony.

PLAN DE L'INVENTAIRE DU FONDS FOCCART AUX ARCHIVES NATIONALES

PAPIERS FOCCART (FONDS « SCRIBE »)

Secrétariat particulier

- Relations avec le général de Gaulle (1958-1971) [5 AG F/1-35]
- Relations avec Georges Pompidou (1969-1974) [5 AG F/36-41]
- Documents généraux d'organisation (1959-1974) [5 AG F/42-58]
- Correspondance et intervention (1958-1974) [5 AG F/59-143]
 - Conseiller technique du général de Gaulle (1958-1960) [5 AG F/59-70]
 - Secrétaire général des Affaires africaines et malgaches et de la Communauté (1960-1974) [5 AG F/71-143]

Papiers du conseiller présidentiel

- Conseiller politique [5 AG F/144-317]
 - Centre pour l'expansion économique française (1955-1958) [5 AG F/144]
 - Union française (1958) [5 AG F/145]
 - Présidence du Conseil (1958) [5 AG F/146-157]
 - Présidence de la République (1959-1974) [5 AG F/158-317]
 - Relations politiques et institutionnelles (1958-1974) [5 AG F/158-221]
 - Élections présidentielles (1965, 1969, 1974) [5 AG F/222-240]
 - Élections et consultations nationales et locales (1958-1972) [5 AG F/241-317]
- Conseiller pour les affaires de renseignement et de sécurité [5 AG F/318-344]
 - Réforme du renseignement (1958-1959) [5 AG F/318-319]
 - Guerre d'Algérie et décolonisation de l'Afrique subsaharienne (1958-1968) [5 AG F/320-331]
 - Services de renseignements de la République (1958-1974) [5 AG F/332-338]
 - Renseignement privé (1958-1976) [5 AG F/339-344]
- Conseiller pour les Affaires africaines et malgaches [5 AG F/345-692]
 - La Communauté (1958-1968) [5 AG F/345-380]
 - Création (1958-1968) [5 AG F/345-351]
 - Réunions du Conseil exécutif (1959-1960) [5 AG F/352-363]
 - Comités du Conseil exécutif (1959-1960) [5 AG F/364-373]
 - Relations avec les instances extérieures (1958-1964) [5 AG F/374-380]

- Définition d'une politique africaine après 1960 (1961-1974) [5 AG F/381-392]
 Voyages du général de Gaulle en Afrique (1958-1966) [5 AG F/393-398]
 Voyages de Georges Pompidou en Afrique (1970-1973) [5 AG F/399-441]
 Visites de chefs d'État africains en France (1960-1974) [5 AG F/442-499]
 Voyages de Jacques Foccart (1961-1973) [5 AG F/500-505]
 Voyages en Afrique et séjours en France de personnalités (1959-1974)
 [5 AG F/506-523]
 Instances d'échanges franco-africains et organisations africaines (1959-1973) [5 AG F/524-527]
 États issus de l'Afrique-Occidentale française (1958-1974) [5 AG F/528-621]
 États issus de l'Afrique-Équatoriale française (1958-1974) [5 AG F/622-663]
 États issus des colonies de l'océan Indien (1958-1974) [5 AG F/664-677]
 États issus des colonies belges (1959-1974) [5 AG F/678-688]
 États étrangers à l'Afrique francophone (1958-1974) [5 AG F/689-692]
- Conseiller pour les DOM-TOM [5 AG F/693-841]
 Dossiers de personnalités (1959-1972) [5 AG F/693-700]
 Notes du général de Gaulle (1962-1969) [5 AG F/701-704]
 Conseils restreints (1962-1974) [5 AG F/705-734]
 Organisations de la politique pour les DOM-TOM (1958-1974) [5 AG F/735-746]
 Voyages dans les DOM-TOM (1960-1974) [5 AG F/747-750]
 Départements d'outre-mer (1958-1974) [5 AG F/751-782]
 Territoires d'outre-mer (1951-1974) [5 AG F/783-841]
 Amérique (1951-1973) [5 AG F/783-788]
 Océan Indien (1958-1974) [5 AG F/789-819]
 Océans Austral et Pacifique (1958-1974) [5 AG F/820-841]
- « Cabinet » de Jacques Foccart**
- René Journiac, conseiller technique (1965-1974) [5 AG F/842-937]
 Chrono des documents à l'attention du président de la République (1965-1974) [5 AG F/842-878]
 Chrono du secrétariat général (1967-1974) [5 AG F/879-893]
 Dossiers de R. Journiac (1958-1974) [5 AG F/894-926]
 Secrétariat général des Affaires africaines et malgaches (1959-1974)
 [5 AG F/927-937]
- Collaborateurs pour les affaires politiques (1958-1974) [5 AG F/938-978]
 Joseph Desmarescaux (1958-1974) [5 AG F/938-970]
 Denise Rieu (1963-1974) [5 AG F/971-978]
- Chargés de mission pour les affaires africaines et malgaches (1958-1974) [5 AG F/979-1037]
 Pierre Angéli (1960-1961) [5 AG F/979-981]
 Vincent Balesi (1956-1973) [5 AG F/982-986]
 Pierre Decheix (1963-1968) [5 AG F/987-989]

Jean Guézille (1960-1961) [5 AG F/990]
Yves Jouhaud (1961-1966) [5 AG F/991]
Guy Le Bellec (1960-1974) [5 AG F/992-1010]
Maurice Ligot (1960-1964) [5 AG F/1011]
Robert Mazeyrac (1972-1974) [5 AG F/1012-1015]
Jean Mialet (1960-1962) [5 AG F/1016]
Jacques Mouradian (1963-1964) [5 AG F/1017]
Jean Ribo (1969-1972) [5 AG F/1018-1020]
Alain Richard (1960-1974) [5 AG F/1021-1034]
Jacques Richard (1959-1974) [5 AG F/1035-1037]
Chargés de mission pour les DOM-TOM (1958-1974) [5 AG F/1038-1085]

SECRETARIAT GÉNÉRAL DES AFFAIRES AFRICAINES ET MALGACHES ET DE LA COMMUNAUTÉ (FONDS « ÉLYSÉE »)

Cellule Plantey

Affaires institutionnelles (1958-1964) [5 AG F/1086-1206]
Instances communautaires (1958-1964) [5 AG F/1086-1127]
Accession à l'indépendance (1958-1965) [5 AG F/1128-1172]
Activités des chargés de mission (1956-1964) [5 AG F/1173-1206]
Affaires internationales (1958-1964) [5 AG F/1207-1211]
Affaires judiciaires et juridiques (1958-1963) [5 AG F/1212-1245]
Activités communes de R. Journiac et son équipe (1958-1961) [5 AG F/1212-1215]
Affaires juridiques (1953-1963) [5 AG F/1216-1224]
Affaires judiciaires (1958-1961) [5 AG F/1225-1245]

« Cabinet » de Jacques Foccart

Secrétaire général (1959-1965) [5 AG F/1246-1251]
Conseiller technique (1960-1974) [5 AG F/1252-1264]
Chargés de mission (1959-1974) [5 AG F/1265-1286]
Affaires africaines et malgaches (1959-1974) [5 AG F/1265-1283]
DOM-TOM (1962-1972) [5 AG F/1284-1286]

Affaires politiques

Télégrammes diplomatiques et officiels (1960-1974) [5 AG F/1287-1446]
Synthèses diplomatiques (1959-1974) [5 AG F/1447-1635]
« Pré carré » (1958-1974) [5 AG F/1636-2123]

- Afrique occidentale (1960-1974) [5 AG F/1636-1777]
 Guinée-Conakry (1959-1974) [5 AG F/1636-1652]
 Mali (1960-1974) [5 AG F/1653-1685]
 Mauritanie (1958-1974) [5 AG F/1686-1722]
 Sénégal (1958-1974) [5 AG F/1723-1776]
 Sécheresse au Sahel (1973) [5 AG F/1777]
- Afrique occidentale (1958-1974) [5 AG F/1778-1905]
 Conseil de l'Entente (1960-1972) [5 AG F/1778-1781]
 Côte d'Ivoire (1958-1974) [5 AG F/1782-1814]
 Dahomey (1958-1974) [5 AG F/1815-1838]
 Haute-Volta (1958-1974) [5 AG F/1839-1859]
 Niger (1958-1974) [5 AG F/1860-1886]
 Togo (1958-1974) [5 AG F/1887-1905]
- Afrique équatoriale (1958-1974) [5 AG F/1906-2072]
 Communauté des anciens membres de l'Afrique-Équatoriale française
 (1959-1973) [5 AG F/1906-1909]
 Cameroun (1958-1974) [5 AG F/1910-1935]
 Centrafrique (1958-1974) [5 AG F/1936-1962]
 Congo-Brazzaville (1958-1974) [5 AG F/1963-1995]
 Gabon (1958-1974) [5 AG F/1996-2024]
 Tchad (1958-1974) [5 AG F/2025-2058]
 Subversion (1964-1973) [5 AG F/2059-2072]
- Madagascar (1958-1974) [5 AG F/2073-2123]
- Afrique « hors champ » (1958-1974) [5 AG F/2124-2342]
- Afrique francophone et anciennes colonies belges (1958-1974) [5 AG F/2124-2206]
 République démocratique du Congo [5 AG F/2124-2168]
 Burundi et Rwanda [5 AG F/2169-2191]
 Élargissement de la politique du « pré carré » [5 AG F/2192-2206]
- Afrique anglophone et anciennes colonies britanniques (1959-1974)
 [5 AG F/2207-2315]
 Politique post-coloniale britannique (1959-1971) [5 AG F/2207-2208]
 Afrique occidentale anglophone (1960-1974) [5 AG F/2209-2255]
 Afrique orientale anglophone (1959-1974) [5 AG F/2256-2281]
 Afrique australe anglophone (1960-1974) [5 AG F/2282-2305]
 Océan Indien anglophone (1960-1974) [5 AG F/2306-2315]
- Afrique lusophone et colonies portugaises (1960-1974) [5 AG F/2316-2323]
 Afrique hispanophone et colonies espagnoles (1967-1974) [5 AG F/2324-2326]
 Corne de l'Afrique (1960-1974) [5 AG F/2327-2342]
- Aires hors d'Afrique subsaharienne (1959-1974) [5 AG F/2343-2436]
 Afrique du Nord et Moyen-Orient (1959-1974) [5 AG F/2343-2375]
 Amérique (1960-1974) [5 AG F/2376-2403]
 Europe (1960-1974) [5 AG F/2404-2434]
 Océanie (1964-1971) [5 AG F/2435-2436]
- Organisations internationales (1958-1974) [5 AG F/2437-2591]

- Organisation des Nations unies (1958-1974) [5 AG F/2437-2495]
 - Organes centraux (1958-1974) [5 AG F/2437-2475]
 - Institutions dépendant de l'ONU (1958-1974) [5 AG F/2476-2495]
- Organisations intercontinentales (1961-1974) [5 AG F/2496-2507]
- Organisations africaines (1958-1974) [5 AG F/2508-2556]
 - Commission de coopération technique en Afrique au sud du Sahara (1959-1964) [5 AG F/2508]
 - Organisation de l'unité africaine (1958-1974) [5 AG F/2509-2530]
 - Organisation africaine et malgache du groupe francophone (1960-1974) [5 AG F/2531-2553]
 - Organisations régionales (1959-1971) [5 AG F/2554-2556]
- Communauté économique européenne (1960-1974) [5 AG F/2557-2587]
- Conférences et organisations non gouvernementales (1959-1971) [5 AG F/2588-2591]
- Affaires réservées (1958-1974) [5 AG F/2592-2640]
 - Communauté (1960-1968) [5 AG F/2592-2595]
 - Renseignement (1959-1974) [5 AG F/2596-2628]
 - Relations avec les services de renseignement (1960-1973) [5 AG F/2596-2606]
 - Surveillance politique (1959-1974) [5 AG F/2607-2628]
 - Enquêtes et missions particulières (1958-1971) [5 AG F/2629-2640]

Affaires militaires

- Présidence du général de Gaulle (1959-1969) [5 AG F/2641-2695]
 - Officiers de l'état-major particulier (1959-1969) [5 AG F/2641-2672]
 - Chargés de mission civils (1960-1969) [5 AG F/2673-2695]
- Présidence de Georges Pompidou (1969-1974) [5 AG F/2696-2769]

Affaires économiques et financières

- Mission de Jean Mialet (1958-1968) [5 AG F/2770-2826]
 - Communauté et indépendance (1958-1962) [5 AG F/2770-2786]
 - Dossiers clos en 1962 (1960-1962) [5 AG F/2787-2809]
 - Activités d'influence économique (1959-1968) [5 AG F/2810-2826]
- Mission économique et financière (1958-1974) [5 AG F/2827-3041]
 - Orientation générale (1958-1974) [5 AG F/2827-2868]
 - Mission de J.-P. Hadengue (1958-1966) [5 AG F/2827-2853]
 - Mission de G. Barrère (1966-1974) [5 AG F/2854-2868]
 - Politique financière du franc CFA (1959-1973) [5 AG F/2869-2909]
 - Grands secteurs d'activités économiques (1958-1974) [5 AG F/2910-2971]
 - Grands produits (1958-1973) [5 AG F/2910-2936]
 - Matières premières stratégiques (1959-1974) [5 AG F/2937-2951]
 - Télécommunications et transports (1959-1973) [5 AG F/2952-2969]
 - Tourisme (1960-1968) [5 AG F/2970-2971]
 - Relations bilatérales (1959-1973) [5 AG F/2972-3041]

« Pré carré » (1959-1973) [5 AG F/2972-3036]
Afrique « hors champ » (1960-1972) [5 AG F/3037-3041]

Coopération

Coopération générale (1958-1974) [5 AG F/3042-3249]
Fonds d'aide et de coopération (1960-1974) [5 AG F/3042-3147]
Assistance technique en personnel (1958-1974) [5 AG F/3148-3180]
Synthèses des missions d'aide et de coopération (1966-1974) [5 AG F/3181-3210]
Politiques de développement (1959-1974) [5 AG F/3211-3224]
Réformes de la politique d'aide et de coopération (1959-1973) [5 AG F/3225-3243]
Expatriés (1960-1974) [5 AG F/3244-3249]
Coopération technique (1959-1974) [5 AG F/3250-3404]
Affaires judiciaires et juridiques (1959-1973) [5 AG F/3250-3274]
Affaires culturelles, scientifiques et techniques (1959-1974) [5 AG F/3275-3379]
Francophonie (1961-1974) [5 AG F/3275-3285]
Enseignement et enseignement supérieur (1959-1974) [5 AG F/2386-3340]
Action culturelle (1960-1974) [5 AG F/3341-3352]
Jeunesse et sport (1960-1974) [5 AG F/3353-3358]
Information et médias (1960-1974) [5 AG F/3359-3375]
Vie associative franco-africaine (1960-1974) [5 AG F/3376-3379]
Affaires sociales (1960-1974) [5 AG F/3380-3404]
Affaires générales (1960-1974) [5 AG F/3380-3391]
Relations bilatérales (1960-1974) [5 AG F/3392-3400]
Anciens combattants (1960-1974) [5 AG F/3401-3404]

390

Départements et territoires d'outre-mer

Télégrammes officiels (1962-1969) [5 AG F/3405-3419]
Synthèses officielles (1963-1973) [5 AG F/3420-3438]
Politiques de développement (1958-1974) [5 AG F/3439-3490]
Départements d'outre-mer (1960-1974) [5 AG F/3491-3518]
Affaires politiques (1962-1974) [5 AG F/3491-3515]
Antilles (1963-1970) [5 AG F/3491-3502]
Guyane (1962-1974) [5 AG F/3503-3508]
Réunion (1962-1973) [5 AG F/3509-3515]
Affaires militaires communes (1960-1972) [5 AG F/3516-3518]
Territoires d'outre-mer (1959-1974) [5 AG F/3519-3573]
Saint-Pierre-et-Miquelon (1961-1970) [5 AG F/3574-3521]
Océan Indien (1959-1974) [5 AG F/3522-3573]
Comores (1959-1974) [5 AG F/3522-3529]
Côte française des Somalis [CFS] et Territoire français des Afars et des Issas (1959-1974) [5 AG F/3530-3541]

- Océans Austral et Pacifique (1959-1974) [5 AG F/3542-3573]
 - Nouvelle-Calédonie (1962-1973) [5 AG F/3542-3558]
 - Polynésie française (1961-1973) [5 AG F/3559-3565]
 - Nouvelles-Hébrides (1960-1974) [5 AG F/3566-3568]
 - Terres australes et antarctiques françaises (1959-1972) [5 AG F/3569-3571]
 - Wallis-et-Futuna (1960-1969) [5 AG F/3572-3573]

Services du secrétariat général

- Protocole (1958-1974) [5 AG F/3574-3743]
 - Visites et voyages officiels (1959-1974) [5 AG F/3574-3636]
 - Voyages officiels du Président français en Afrique (1959-1973) [5 AG F/3574-3600]
 - Visites officielles de chefs d'État africains en France (1961-1972) [5 AG F/3601-3620]
 - Voyages de personnalités (1960-1974) [5 AG F/3621-3636]
 - Correspondance officielle (1960-1974) [5 AG F/3637-3649]
 - Cérémonies et réceptions (1959-1974) [5 AG F/3650-3685]
 - Documentation (1958-1974) [5 AG F/3686-3731]
 - Information institutionnelle et administrative (1958-1974) [5 AG F/3686-3721]
 - Dossiers d'activités du service du protocole (1960-1974) [5 AG F/3722-3731]
 - Relations parlementaires (1959-1974) [5 AG F/3732-3743]
- Bureau de documentation et de presse (1944-1974) [5 AG F/3744-3889]
 - Fonctionnement (1958-1974) [5 AG F/3744-3765]
 - Presse relative aux présidents de la République (1944-1974) [5 AG F/3766-3784]
 - Presse relative à J. Foccart (1962-1974) [5 AG F/3785-3808]
 - Activités et production (1959-1974) [5 AG F/3809-3852]
 - Documentation (1958-1974) [5 AG F/3853-3889]
- Service administratif et financier (1958-1975) [5 AG F/3890-4072]
 - Fonctionnement et organisation (1959-1975) [5 AG F/3890-3921]
 - Affaires financières (1959-1974) [5 AG F/3922-4027]
 - Comptabilité (1959-1974) [5 AG F/3922-4004]
 - Régie d'avances (1959-1974) [5 AG F/4005-4027]
 - Personnel et ressources humaines (1958-1974) [5 AG F/4028-4072]
 - Dossiers du personnel (1959-1974) [5 AG F/4028-4044]
 - Effectifs et situation administrative des agents (1958-1974) [5 AG F/4045-4056]
 - Rémunérations, pensions et indemnités (1959-1974) [5 AG F/4057-4072]
- Affaires générales (1958-1974) [5 AG F/4073-4155]
 - Courrier (1958-1974) [5 AG F/4073-4109]
 - Correspondance administrative active (1958-1974) [5 AG F/4073-4096]
 - Correspondance administrative passive (1966-1974) [5 AG F/4097-4109]
 - Logistique (1953-1974) [5 AG F/4110-4146]
 - Organisation du secrétariat général (1959-1974) [5 AG F/4110-4119]

Documentation (1958-1974) [5 AG F/4120-4131]
Archivage (1953-1970) [5 AG F/4132-4146]
Période intérimaire et liquidation du secrétariat général (avril-juin 1974)
[5 AG F / 4147-4155]

BIBLIOGRAPHIE

Cette bibliographie ne saurait prétendre à l'exhaustivité. Elle se concentre sur six aspects des activités de Jacques Foccart à l'Élysée. Le premier est constitué par les écrits et témoignages de Jacques Foccart. Le second concerne les mémoires de personnalités ayant partie liée avec les activités de Jacques Foccart dans les décennies soixante et soixante-dix (en partie inspiré de titres de la bibliothèque de Jacques Foccart conservée par la fondation Charles-de-Gaulle). La troisième entrée s'attache à la décolonisation de l'Afrique subsaharienne et aux travaux effectués sur la base des archives Foccart. Des références bibliographiques britanniques, portugaises et belges sont introduites : les titres ont été sélectionnés en fonction de leur importance épistémologique et des récentes découvertes archivistiques qu'explorent ces travaux (Migrated Archives britanniques ou archives de la PIDE, la police politique du régime salazariste). La quatrième entrée concerne les Outre-mer, et notamment les tous premiers travaux effectués sur la base des archives Foccart. La cinquième entrée, très brève, est occupée par des œuvres de fiction inspirées de grandes affaires de la décolonisation pour les années soixante et soixante-dix : assassinat de Lumumba et guerre du Congo, version romancée de l'ascension du général Eyadéma au sein des chefs d'État du « pré carré », ou encore intrigue policière inspirée de l'affaire Ben Barka. Enfin, une sixième entrée est consacrée à la filmographie à travers des films documentaires intéressant la décolonisation de l'Afrique francophone et l'évolution des Outre-mer.

Pour une bibliographie intéressant la présidence du général de Gaulle, nous nous référons à celle précédemment établie par Nicole Even : Archives de la présidence de la République. Général de Gaulle (1959-1969), Paris, Archives nationales, 2016, p. 28-33.

ÉCRITS DE JACQUES FOCCART ET ENTRETIENS

Journal de l'Élysée, t. 1, *Tous les soirs avec de Gaulle (1965-1967)*, mise en forme et annotations par Philippe Gaillard, Paris, Fayard/Jeune Afrique, 1997.

Journal de l'Élysée, t. 2, *Le Général en mai (1968-1969)*, mise en forme et annotations par Philippe Gaillard, Paris, Fayard/Jeune Afrique, 1998.

Journal de l'Élysée, t. 3, *Dans les bottes du Général (1969-1971)*, mise en forme et annotations par Philippe Gaillard, Paris, Fayard/Jeune Afrique, 1999.

Journal de l'Élysée, t. 4, *La France pompidolienne (1971-1972)*, mise en forme et annotations par Philippe Gaillard, Paris, Fayard / Jeune Afrique, 2000.

Journal de l'Élysée, t. 5, *La Fin du gaullisme (1973-1974)*, mise en forme et annotations par Philippe Gaillard, Paris, Fayard/Jeune Afrique, 2001.

(avec Philippe GAILLARD), *Foccart parle*, t. 1, 1913-1969, Paris, Fayard/Jeune Afrique, 1995.

(avec Philippe GAILLARD), *Foccart parle*, t. 2, 1969-1996, Paris, Fayard/Jeune Afrique, 1997.

MÉMOIRES, TÉMOIGNAGES ET TRAVAUX DE COLLABORATEURS DE JACQUES FOCCART

AIMÉ-BLANC, Lucien, *L'Indic et le Commissaire*, Paris, Plon, 2006.

BAKARY, Djibo, « *Silence! On décolonise...* » *Itinéraire politique et syndical d'un militant africain*, Paris, L'Harmattan, 1992.

394 BALESI, Vincent, *Méharées : au grand large du fort Coppolini de Tidjikla dans le Sahara occidental*, Paris, Arcam, 1995¹.

BERNET, Philippe, et LEROY-FINVILLE, Marcel, *SDECE, service 7. L'extraordinaire aventure du colonel Leroy-Finville et de ses clandestins*, Paris, Presses de la Cité, 1980.

BERNET, Philippe, et WYBOT Roger, *Roger Wybot et la bataille pour la DST*, Paris, Presses de la Cité, 1975.

BOLOTTE, Pierre, *Mémoires d'un préfet*, tapuscrit consultable au Centre d'archives d'histoire contemporaine de Sciences Po.

BOURGI, Robert, *Le Général de Gaulle et l'Afrique noire, 1940-1969*, Paris/Abidjan, Librairie générale de droit et jurisprudence/Nouvelles éditions africaines, 1980.

« La Communauté », numéro spécial de *Promotions*, préface d'Alain Plantey, 1960/4.

COULIBALY, Daniel Ouezzin, *Combat pour l'Afrique : 1946-1958. Lutte du RDA pour une Afrique nouvelle*, textes présentés par Claude Gérard, Abidjan, Nouvelles éditions africaines, 1988.

DEBRÉ (Michel), *Au service de la nation*, Paris, Stock, 1963².

—, *Une politique pour la Réunion*, Paris, Plon, 1974.

—, *Mémoires. Trois Républiques pour une France*, t. I, *Combattre*, Paris, Albin Michel, 1984.

—, *Mémoires. Trois Républiques pour une France*, t. II, *Agir (1946-1958)*, Paris, Albin Michel, 1988.

—, *Mémoires. Trois Républiques pour une France*, t. III, *Gouverner (1958-1962)*, Paris, Albin Michel, 1988.

1 La fondation Charles-de-Gaulle conserve un exemplaire dédié par l'auteur à J. Foccart.

2 La fondation Charles-de-Gaulle conserve un exemplaire dédié par l'auteur à J. Foccart.

- , *Mémoires. Trois Républiques pour une France*, t. IV, *Gouverner autrement (1962-1970)*, Paris, Albin Michel, 1993.
- DELAUNEY, Maurice, *De la casquette à la jacquette, ou De l'administration coloniale à la diplomatie africaine*, Paris, La Pensée universelle, 1982³.
- DELEPLANQUE, Jean, *Le Préfet et le Saumon. Souvenirs*, Paris, Michel de Maule, 2011.
- DENARD, Bob, et FLEURY, Georges, *Corsaire de la République*, Paris, Robert Laffont, 1998.
- DENARD, Bob, et LUNEL, Pierre, *Bob Denard, le roi de fortune*, Paris, Édition n° 1, 1992.
- DEVLIN, Larry, *Chief of Station, Congo. A memoir of 1960-67*, New York, PublicAffairs, 2007.
- , *CIA, mémoires d'un agent. Ma vie de chef de poste pendant la guerre froide*, trad. Jacques Braibant, Paris/Bruxelles, Jourdan, 2009.
- FANON, Frantz, *Pour la révolution africaine. Écrits politiques*, Paris, Maspero, 1964, rééd. Paris, La Découverte, 2006.
- FENKAM, Frédéric, *Les Révélations de Jean Fochivé, le chef de la police politique des présidents Abidjo et Biya*, Bondy, Minsi, 2003.
- FOYER, Jean, *Sur les chemins du droit avec le Général: mémoires de ma vie politique (1944-1988)*, avec la collaboration de Sabine Jansen, Paris, Fayard, 2006.
- FRANÇAIS, Jean, *Le Putsch de Bokassa. Histoire secrète*, Paris, L'Harmattan, 2004.
- GOUILLY, Alphonse, *L'Islam devant le monde moderne*, Paris, La Nouvelle Édition, 1945⁴.
- , *L'Islam dans l'Afrique occidentale française*, Paris, Larose, 1952.
- LAMIZANA, Sangoulé, *Mémoires*, t. I, *Sous les drapeaux*, Paris, Jaguar conseil, 1999.
- , *Mémoires*, t. II, *Sur la brèche trente ans durant*, Paris, Jaguar conseil, 1999.
- LANTIER, Jacques, *Le Temps des mercenaires. Faut-il les condamner?*, Verviers/Paris, Gérard et Cie/L'Inter, coll. « Bibliothèque Marabout », 1969⁵.
- LE CORNEC, Jacques, *Un royaume antillais. D'histoires et de rêves et de peuples mêlés*, Paris, L'Harmattan, 2005.
- LEMARCHAND, Philippe, « *Barbouze* » *du Général*, avec la collaboration de Jean-François Bège, Paris, Le Cherche Midi, 2005.
- LIGOT, Maurice, *Les Accords de coopération entre la France et les États africains et malgache d'expression française*, préface de Jacques Foccart, Paris, La Documentation française, 1964.
- , *Un territoire, une passion*, Paris, France-Empire, 1993⁶.

3 La fondation Charles-de-Gaulle conserve un exemplaire dédié par l'auteur à J. Foccart.

4 Alphonse Gouilly est un des pseudonymes littéraires utilisés par Jacques Mouradian, du temps où il était administrateur colonial.

5 Sous le pseudonyme du héros de *La Bête humaine* d'Émile Zola se cache en réalité le commissaire Raymond (dit Ange) Antonini, qui fut notamment envoyé suivre la crise congolaise pour l'ONU avant de devenir conseiller de François Tombalbaye pour les questions de police au titre de la coopération franco-tchadienne.

6 La fondation Charles-de-Gaulle conserve un exemplaire dédié par l'auteur à J. Foccart.

- LISETTE, Gabriel, *Le Combat du Rassemblement démocratique africain pour la décolonisation pacifique de l'Afrique noire*, Paris, Présence africaine, 1983.
- MALOUBIER, Bob, *L'Espion aux pieds palmés*, Paris/Monaco, Éditions du Rocher, 2013.
- MARENCHES, Alexandre de, et OCKRENT, Christine, *Dans le secret des princes*, Paris, Stock, 1986.
- MESSMER, Pierre, *Après tant de batailles. Mémoires*, Paris, Albin Michel, 1992.
- N'DIAYE, Bokar, *Les Castes au Mali*, Bamako, Éditions populaires, 1970.
- , *Groupes ethniques au Mali*, Bamako, Éditions populaires, 1970.
- PADMORE, George, *Pan-africanism or Communism? The Coming Struggle for Africa*, London, Dobson, 1956 ; *Panafricanisme ou communisme ? La prochaine lutte pour l'Afrique*, trad. Thomas Diop, Paris, Présence africaine, 1961.
- QUENUM, Maximilien, *Au pays des Fons. Us et coutumes du Dahomey*, Paris, Larose, 1938.
- RAPHAËL-LEYGUES, Jacques, *Chroniques des années incertaines 1935-1945*, Paris, France-Empire, 1977.
- RENAULT, Alain, et ROBERT, Maurice, *Maurice Robert, « ministre » de l'Afrique*, Paris, Éditions du Seuil, 2004.
- ROCHET, Jean, *Cinq ans à la tête de la DST (1967-1972) : la mission impossible*, Paris, Plon, 1985.
- ROUGELET, Patrick, *RG, la machine à scandales*, Paris, Albin Michel, 1997.
- SANMARCO, Louis, *Le Colonisateur colonisé*, Lausanne, Pierre-Marcel Favre, 1983.
- SASIA, Raymond, *Le Mousquetaire du Général. Entretiens avec le père Philippe Verdin*, Paris, Guéna, 2010.
- SOUTOU, Jean-Marie, *Un diplomate engagé. Mémoires 1939-1979*, Paris, De Fallois, 2011.
- STOCKWELL, John, *In Search of Enemies: A CIA Story*, New York, Norton, 1978.
- THIBAU, Jacques, *La France colonisée*, Paris, Flammarion, 1979.
- VIÉ, Jean-Émile, *Faut-il abandonner les DOM?*, Paris, Économica, 1978.
- , *Mémoires d'un directeur des renseignements généraux*, Paris, Albin Michel, 1983.
- YOULOU, Fulbert, *J'accuse la Chine*, Paris, La Table ronde, 1966.
- ZELLER, André, *Journal d'un prisonnier. Le témoignage d'un des quatre généraux du putsch d'Alger*, avant-propos et notes de Bernard Zeller, Paris, Tallandier, 2014.

DÉCOLONISATION DE L'AFRIQUE

- AGERON, Charles-Robert, *La Décolonisation française* (1991), 2^e éd. revue et augmentée, Paris, Amand Colin, 1994.
- AGERON, Charles-Robert, et MICHEL, Marc (dir.), *L'Afrique noire française. L'heure des indépendances*, Paris, CNRS éditions, 1992.

- AGERON, Charles-Robert, et MICHEL, Marc (dir.), *L'Ère des décolonisations*, Paris, Karthala, 1995.
- AMSELLE, Jean-Loup, et M'BOKOLO, Elikia (dir.), *Au cœur de l'ethnie : ethnologie, tribalisme et État en Afrique*, Paris, La Découverte, 1985.
- ANDERSON, David, *Histories of the Hanged: The Dirty War in Kenya and the End of Empire*, New York, Norton, 2005.
- ANDREW, Christopher, et MITROKHINE, Vassili, *Le KGB à l'assaut du tiers monde : agression, corruption, subversion*, Paris, Fayard, 2008.
- AWENANGO, Séverine, BARTHÉLÉMY, Pascale, et TSHIMANGA, Charles (dir.), *Écrire l'histoire de l'Afrique autrement ?*, Paris, L'Harmattan, 2004.
- BAT (Jean-Pierre), « Les archives de l'AEF », *Afrique & Histoire*, 7, 2009/1, p. 301-310.
- , « Le rôle de la France après les indépendances. Jacques Foccart et la *Pax Gallica* », *Afrique contemporaine*, 235, 2010/3, p. 43-52.
- , *Le Syndrome Foccart. La politique française en Afrique de 1959 à nos jours*, Paris, Gallimard, coll. « Folio histoire », 2012.
- , « Georges Conan. RG et contre-subversion au Cameroun (1955-1960) » et « Artine Hamalian, itinéraire d'un policier "harki" avant la lettre. De la Sûreté générale du Liban et de la Syrie à la délégation SCTIP de Fort-Lamy », dans Jean-Pierre Bat et Nicolas Courtin (dir.), *Maintenir l'ordre colonial. Afrique et Madagascar (XIX^e et XX^e siècles)*, Rennes, PUR, 2012, p. 167-171 et p. 187-198.
- , « Les diamants (de Bokassa) sont éternels. Pré carré et guerre fraîche : la fabrique de la Françafrique », *Afrique contemporaine*, 246, 2013/2, p. 127-148.
- , *La Fabrique des barbouzes. Histoire des réseaux Foccart en Afrique*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2015, rééd. poche 2017.
- , *Françafrique. Opérations secrètes et affaires d'État*, Paris, Tallandier, 2016.
- , « Le secteur N (Afrique) et la fin de la Guerre froide », *Relations internationales*, 165, 2016/1, p. 43-56.
- BAT, Jean-Pierre, et GENESTE, Pascal, « Jean Maurice Beaupré : de Fontaine à Mathurin, JMB au service du Général », *Relations internationales*, 142, 2010/2, p. 87-100.
- BAULIN, Jacques, *La Politique africaine d'Houphouët-Boigny*, Paris, Eurafor-Press, 1980.
- , *La Succession d'Houphouët-Boigny : les débuts de Konan Bédié*, Paris, Karthala, 2000.
- BAYART, Jean-François, *L'État en Afrique, la politique du ventre*, Paris, Fayard, 1989 (2^e éd. 2006).
- BAZENGISSA-GANGA, Rémy, *Les Voies du politique au Congo : essai de sociologie historique*, Paris, Khartala, 1997.
- BERNAULT, Florence, *Démocraties ambiguës en Afrique centrale : Congo-Brazzaville, Gabon, 1940-1965*, Paris, Karthala, 1996.
- BERNUSSOU, Jérôme, *Histoire et mémoire au Niger de l'indépendance à nos jours*, Toulouse, CNRS/Université de Toulouse-le-Mirail, 2009.

- BETI, Mongo, *Main basse sur le Cameroun. Autopsie d'une décolonisation*, Paris, Maspero, 1972, rééd. Paris, La Découverte, 2010.
- BIGO, Didier, *Pouvoir et obéissance en Centrafrique*, Paris, Karhala, 1988.
- BRUNSCHWIG, Henri, *L'Avènement de l'Afrique Noire, du XIX^e siècle à nos jours*, Paris, Armand Colin, 1963.
- BUIJTENHUIJS, Robert, *Le Frolinat et les guerres civiles du Tchad (1977-1984) : la révolution introuvable*, Paris/Ra Leiden, Karhala/Afrika-Studiecentrum, 1987.
- CHAFER, Tony, et KEESE, Alexander, *Francophone Africa at Fifty*, Manchester, Manchester University Press, 2014.
- CHRÉTIEN, Jean-Pierre, *L'Afrique des Grands Lacs. Deux mille ans d'histoire*, Paris, Flammarion, coll. « Champs », 2003.
- CHRÉTIEN, Jean-Pierre, et DUPAQUIER, Jean-François, *Burundi 1972. Au bord des génocides*, Paris, Karhala, 2007.
- Comité scientifique international pour la rédaction d'une histoire générale de l'Afrique*, t. VIII : *L'Afrique depuis 1935*, Paris, UNESCO, 1988.
- Congo 1960 : échec d'une décolonisation*, préface de Colette Braeckman, Bruxelles, André Versaille, 2010.
- COOPER, Frederick, *Africa since 1940: The Past of the Present*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002 ; *L'Afrique depuis 1940*, trad. Christian Jeanmougin, Paris, Payot, 2008, rééd. poche 2012.
- CORNÈDE, Martine, « Politique d'ouverture des fonds coloniaux », *Afrique & Histoire*, 7, 2009/1, p. 313-320.
- CORREAU, Laurent, *Goukouni Weddeye. Témoignage pour l'histoire du Tchad*, RFI, 2008.
- DARD, Olivier, *Voyage au cœur de l'OAS*, Paris, Perrin, 2005.
- DELTOUBE, Thomas, DOMERGUE, Manuel, et TATSITSA, Jacob, *Kamerun! Une guerre cachée aux origines de la Françafrique*, Paris, La Découverte, 2011.
- DECALO, Samuel, *Psychoses of Power: African Personal Dictatorships*, Boulder (Colo.)/ London, Westview Press, 1998.
- DE WITTE, Ludo, *L'Assassinat de Lumumba*, Paris, Karhala, 2000.
- DINMMADJI DE PARSAMBA, Arnaud, *Ngarta Tombalbaye. Parcours et rôle dans la vie politique du Tchad (1959-1975)*, Paris, L'Harmattan, 2007.
- DURAND, Pierre-Michel, *L'Afrique et les relations franco-américaines des années soixante. Aux origines de l'obsession américaine*, Paris, L'Harmattan, 2007.
- ELKINS, Caroline, *Britain's Gulag. The Brutal End of Empire in Kenya*, London, Jonathan Cape, 2005.
- EL MECHAT, Samia, et RENUCCI, Florence, *Les Décolonisations au XX^e siècle. Les hommes de la transition. Itinéraires, actions et traces*, Paris, L'Harmattan, 2014.
- EVARD, Camille, « Le chef de bataillon François Beslay, un officier hors-cadre. Des méharistes coloniaux à l'armée nationale mauritanienne », dans Jean-Pierre Bat

- et Nicolas Courtin (dir.), *Maintenir l'ordre colonial. Afrique et Madagascar (XIX^e et XX^e siècles)*, Rennes, PUR, 2012, p. 173-186.
- FAES, Géraldine, et SMITH, Stephen, *Bokassa I^{er}, un empereur français*, Paris, Calmann-Lévy, 2000.
- FALIGOT, Roger, *Tricontinentale. Quand Che Guevara, Ben Barka, Cabral, Castro et Hô Chi Minh préparaient la révolution mondiale (1964-1968)*, Paris, La Découverte, 2013.
- GALIBERT, Didier, *Les Gens de pouvoir à Madagascar. État postcolonial, légitimités et territoires (1956-2002)* (2009), 2^e éd. revue et augmentée, Paris, Karthala, 2011.
- GÉRARD, Claude, *Les Pionniers de l'indépendance*, Paris, Inter-continents, 1975.
- GIFFORD, Prosser, et LOUIS, William Roger (dir.), *Decolonization and African Independence: The Transfers of Power (1960-1980)*, New Heaven/London, Yale University Press, 1988.
- GLASER, Antoine, et SMITH, Stephen, *Ces messieurs Afrique. Le Paris-village du continent noir*, Paris, Calmann-Lévy, 1992.
- , *Comment la France a perdu l'Afrique*, Paris, Calmann-Lévy, 2005, rééd. Paris, Hachette littératures, coll. « Pluriel », 2006, nouvelle éd., Paris, Pluriel, 2014.
- GRAH MEL, Frédéric, *Félix Houphouët-Boigny. Biographie*, Abidjan/Paris, CERAP/Maisonneuve et Larose, t. 1, *Le Fulgurant Destin d'une jeune proie (?-1960)*, 2003 ; t. 2, *L'Épreuve du pouvoir (1960-1980)*, 2010 ; t. 3, *La Fin et la suite*, 2010.
- JENNINGS, Eric, *La France libre fut africaine*, Paris, Perrin, 2014.
- LAZARUS, Neil (dir.), *Penser le postcolonial, introduction critique*, Paris, Amsterdam, 2006.
- LE HUNSEC, Mathieu, *La Marine nationale en Afrique depuis les indépendances : cinquante ans de diplomatie navale dans le golfe de Guinée*, Vincennes, Service historique de la Défense, 2011.
- LEWIN, André, *Ahmed Sékou Touré (1922-1984) : président de la Guinée de 1958 à 1984*, Paris, L'Harmattan, 2009.
- MARINHO, António Luís, *Operação Mar Verde. Um documento para a história*, Lisboa, Temas e Debates, 2006.
- MATEUS, Dalila Cabrita, *A PIDE/DGS na Guerra Colonial (1961-1974)*, Lisboa, Terramar, 2004.
- M'BAYE, Saliou, « Le CAOM : un centre d'archives partagées ? », *Afrique & Histoire*, 7, 2009/1, p. 291-299.
- , *Histoire des institutions contemporaines du Sénégal (1956-2000)*, Dakar, chez l'auteur, 2012.
- MÉDARD, Jean-François (dir.), *États d'Afrique noire : formation, mécanismes et crise*, Paris, Karthala, 1991.
- MEMMI, Albert, *Portrait du décolonisé arabo-musulman et de quelques autres* (2004), éd. revue et augmentée d'une postface, Paris, Gallimard, 2005, rééd. coll. « Folio actuel », 2007.

- MICHEL, Marc, *Décolonisations et émergence du tiers monde* (1993), 2^e éd., Paris, Hachette supérieur, 2005.
- MIGANI, Guïa, *La France et l'Afrique subsaharienne, 1957-1963. Histoire d'une décolonisation entre idéaux eurafricains et politique de puissance*, Bruxelles, Peter Lang, 2008.
- MORTIMER, Edward, *France and the Africans (1944-1960): A Political History*, London, Faber & Faber, 1969.
- MURPHY, Philip, *Monarchy and the End of Empire. The House of Windsor, the British Government and the Postwar Commonwealth*, Oxford, Oxford University Press, 2013.
- NATIVEL, Didier, et RAJAONAH, Faranirina (dir.), *Madagascar et l'Afrique. Entre identité insulaire et appartenances historiques*, Paris, Karthala, 2007.
- N'DOMBET, Wilson-André, *Partis politiques et unité nationale au Gabon (1957-1989)*, Paris, Kathala, 2009.
- NGOUPANDE, Jean-Paul, *L'Afrique sans la France. Histoire d'un divorce consommé*, Paris, Albin Michel, 2002.
- OBIANG, Jean-François, *France-Gabon, pratiques clientélares et logiques d'État dans les relations franco-africaines*, Paris, Karthala, 2007.
- PÉAN, Pierre, *Affaires africaines*, Paris, Fayard, 1983.
- RABENORO, Césaire, *Les Relations extérieures de Madagascar de 1960 à 1972*, Paris, L'Harmattan, 2011.
- RAISON-JOURDE, Françoise et ROY, Gérard, *Paysans, intellectuels et populisme à Madagascar. De Monja Jaona à Ratsimandrava (1960-1975)*, Paris, Karthala, 2010.
- RAVALOSON, Jaona, *Transition démocratique à Madagascar*, Paris, L'Harmattan, 1994.
- SAUR, Léon, *Le Sabre, la machette et le goupillon. Des apparitions de Fatima au génocide rwandais*, [Bierges], Mols, 2010.
- SAURA, André, *Philibert Tsiranana (1910-1978), premier président de la République de Madagascar*, Paris, L'Harmattan, 2006, t. 1, *À l'ombre de de Gaule*; t. 2, *Le Crépuscule du pouvoir*.
- TIQUET, Romain, « D'un État à l'autre, la stratégie du Guépard policier. Transfert total ou legs partiel des pouvoirs de police en Haute-Volta (1949-1960) » et « Hubert Kho. Premier Africain de la Sûreté voltaïque », dans Jean-Pierre Bat et Nicolas Courtin (dir.), *Maintenir l'ordre colonial. Afrique et Madagascar (XIX^e et XX^e siècles)*, Rennes, PUR, 2012, p. 125-145 et p. 199-207
- TORRENT, Mélanie, *British Decolonisation (1919-1984). The Politics of Power, Liberation and Influence*, Paris, PUF/CNED, 2012.
- VERMEREN, Pierre, *Le Choc des décolonisations. De la guerre d'Algérie aux printemps arabes*, Paris, Odile Jacob, 2015.
- VERSCHAVE, François-Xavier, *La Françafrique. Le plus long scandale de la République*, Paris, Stock, 1998.

WALRAVEN, Klass Van, *The Yearning for Relief. A History of the Sawaba Movement in Niger*, Leiden, Brill, 2013 ; *Le Désir du calme : l'histoire du mouvement Sawaba au Niger*, trad. fr., Rennes, PUR, 2017.

WALTON, Calder, *Empire of secrets. British Intelligence, Cold War and the Twilight of Empire*, London, HarperPress, 2013.

WAUTHIER, Claude, *Quatre présidents et l'Afrique : de Gaulle, Pompidou, Giscard d'Estaing, Mitterrand. Quarante ans de politique africaine*, Paris, Éditions du Seuil, 1995.

HISTOIRE DES OUTRE-MER

ALDRICH, Robert, et CONNELL, John, *The Last Colonies*, Cambridge, Cambridge University Press, 1998.

—, *French overseas Frontiers: Départements et territoires d'outre-mer*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002.

AUDIGIER, François, « Les gaullistes et la Nouvelle-Calédonie de l'après-guerre à 1981 », *Revue juridique, politique et économique de la Nouvelle-Calédonie*, 4, 2004, p. 61-68.

—, « Jacques Foccart, un conseiller très influent au service d'une certaine idée de l'Outre-Mer (1965-1969) », dans Paul de Deckker (dir.), *Figures de l'État dans le Pacifique*, Paris, L'Harmattan, 2006, p. 195-210.

—, « Les réseaux Foccart en Outre-Mer à la fin de la IV^e République, une étude de cas : le capitaine de gendarmerie mobile Dargelos », *Outre-Mers, revue d'histoire*, 358-359, 2008, p. 59-75.

BONIN, Hubert (dir.), « Mayotte : un enjeu ultramarin », n° 374-375 d'*Outre-Mers, revue d'histoire*, 2012, p. 5-99.

COMBEAU, Yves, *L'Île de la Réunion dans le XX^e siècle : un itinéraire français dans l'océan Indien (colonie, département, région)*, [Saint-Denis]/[Saint-André], CRESOI/Océan éditions, 2009.

[Commission temporaire d'information et de recherche historique], *Rapport à Madame la ministre des Outre-mer sur les événements de décembre 1959 en Martinique, de juin 1962 et de mai 1967 en Guadeloupe*, Paris, La Documentation française, 2016⁸.

CONSTANT, Fred, et DANIEL, Justin (dir.), *1946-1996 : Cinquante ans de départementalisation outre-mer*, Paris, L'Harmattan, 1997.

DANIEL, Justin (dir.), *Les Outre-mers à l'épreuve du changement : réalités et perspectives des réformes territoriales*, Paris, L'Harmattan, 2012.

DUBOIS, Colette, *Djibouti 1888-1967. Héritage ou frustration?*, Paris, L'Harmattan, 1997.

8 Co-auteurs : Benjamin Stora, Michelle Zancarini-Fournel, Jacques Dumont, Laurent Jalabert, Louis-Georges Placide, Serge Mam Lam Fouck, Edenz Maurice et Sylvain Mary. Le rapport est en ligne sur le site internet de la Documentation française : <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapports-publics/164000717.pdf>

- , « Jacques Foccart et Ali Aref. Un mariage d'intérêt ? », *Cahiers du Centre de recherches historiques*, 30, « Jacques Foccart, entre France et Afrique », 2002, p. 35-49.
- DUMONT, Jacques, *L'Amère Patrie. Histoire des Antilles françaises au XX^e siècle*, Paris, Fayard, 2010.
- DUMONT, Jacques, BÉRARD, Benoît, et SAINTON, Jean-Pierre (dir.), « Les territoires de l'histoire antillaise », n° 378-379 d'*Outre-Mers, revue d'histoire*, 2013.
- GAUVIN, Gilles, *Michel Debré et l'île de la Réunion. Une certaine idée de la plus grande France*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2006.
- IDRISS, Mamaye, « Mayotte département, la fin d'un combat ? Le mouvement populaire mahorais : entre opposition et francophilie (1958-1976) », *Afrique contemporaine*, 247, 2013/3, p. 119-135.
- GUYON, Stéphanie, « Des "Primitifs" aux "Autochtones", savoirs ethnologiques et politiques publiques en Guyane de 1946 à nos jours », *Genèses*, 91, « Outre-mers indigènes », 2013/2, p. 49-70.
- HACHEZ-LEROY, Florence, « Étude d'une relation ambiguë : Foccart et l'entreprise Pechiney », *Cahiers du Centre de recherches historiques*, 30, « Jacques Foccart, entre France et Afrique », 2002, p. 163-170.
- JALABERT, Laurent, *La Colonisation sans nom. La Martinique de 1960 à nos jours*, Paris, Les Indes savantes, 2007.
- , « Les sources de l'histoire de l'Outre-mer sous la V^e République : abondance et diversité pour une histoire en construction », *Outre-Mers, revue d'histoire*, 354-355, 2007/1, p. 285-303.
- LACHAISE, Bernard, « Le RPR et l'Outre-Mer (1981-1986) », dans Jean-Marc Regnault (dir.), *François Mitterrand et les territoires français de Pacifique (1981-1988). Mutations, drames et recompositions : enjeux internationaux et franco-français*, Paris, Les Indes savantes, 2003.
- MAM LAM FOUCK, Serge, *Histoire générale de la Guyane française, des débuts de la colonisation à la fin du XX^e siècle*, Cayenne, Ibis Rouge, 2010.
- MARY, Sylvain, *Le Gaullisme d'opposition aux Antilles et en Guyane. Le RPF sous l'œil de Jacques Foccart*, Paris, L'Harmattan, 2014.
- , « La genèse du service militaire adapté à l'outre-mer. Un exemple de rémanence du passé colonial dans la France des années 1960 », *Vingtième siècle, revue d'histoire*, 132, octobre-décembre 2016, p. 97-110.
- , « Guerre froide et anti-impérialisme dans la "Méditerranée américaine". La France et les Antilles-Guyane face à la Révolution cubaine : enjeux internationaux », *Cahiers d'histoire immédiate*, 2017/1, à paraître.
- MAURICE, Edenz, « Le préfet face aux enseignants autonomistes en Guyane de 1946 au tournant des années 1960. Une inédite rencontre administrative en contexte post-colonial », *Politix*, 2016/4, p. 53-79.
- MOHAMED-GAILLARD, Sarah, *L'Archipel de la puissance ? La politique de la France dans le Pacifique Sud de 1946 à 1992*, Bruxelles, Peter Lang, 1998.

- , « Du condominium franco-britannique des Nouvelles-Hébrides au Vanuatu : deux métropoles pour une indépendance », *Journal de la Société des océanistes*, 133, 2011, p. 309-321.
- , « Pierre Messmer, ministre de l'Outre-mer (1971-1972) », dans François Audigier *et alii* (dir.), *Pierre Messmer, au croisement du militaire, du colonial et du politique*, Paris, Riveneuve éditions, 2012, p. 242-251.
- REGNAULT, Jean-Marc, *Pouvanaa a Oopa, victime de la raison d'État. Les documents parlent*, Moorea, Les Éditions de Tahiti, 2003.
- , *Conclusions de la mission confiée à Jean-Marc Regnault par l'Assemblée de la Polynésie française: éléments pour une révision du procès de Pouvanaa A Oopa*, Assemblée de la Polynésie française, 2012.
- , « Gouverneurs du Pacifique (1958-1977) », dans François Audigier, Bernard Lachaise, Sébastien Laurent (dir.), *Les Gaullistes. Hommes et réseaux*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2013, p. 261-282.
- SAINTON, Jean-Pierre, *La Décolonisation improbable. Cultures politiques et conjonctures en Martinique et en Guadeloupe (1943-1967)*, Pointe-à-Pitre, Jasor, 2012.
- TRÉPIED, Benoît, « La décolonisation sans l'indépendance? Sortir du colonial en Nouvelle-Calédonie (1946-1975) », *Genèses*, 91, « Outre-mers indigènes », 2013/2, p. 7-27.
- ZANCARINI-FOURNEL, Michelle, « Émotions antillaises, émotion de l'historienne, au prisme de l'histoire postcoloniale et des relations internationales », dans Antoine Marès et Marie-Pierre Rey (dir.), *Mémoires et émotions : au cœur de l'histoire des relations internationales*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2014, p. 247-257.

POLITIQUE GAULLISTE ET HISTOIRE DU RENSEIGNEMENT

- AUDIGIER, François, *Histoire du SAC : la part d'ombre du gaullisme*, Paris, Stock, 2003.
- , « Le SAC de 1968 à 1974, une officine de renseignement politique? », dans Sébastien Laurent (dir.), *Politiques du renseignement*, Pessac, Presses universitaires de Bordeaux, 2009, p. 109-136.
- AUDIGIER, François, LACHAISE, Bernard, et LAURENT, Sébastien (dir.), *Les Gaullistes. Hommes et réseaux*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2013.
- BERTRAND, Christophe, *et alii* (dir.), *Guerres secrètes*, cat. expo. Paris, musée de l'Armée, 12 octobre 2016-29 janvier 2017, Paris, Somogy, 2016.
- BRUYÈRE-OSTELLS, Walter, *Dans l'ombre de Bob Denard. Les mercenaires français de 1960 à 1989*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2014.
- CHIARADIA, Éric, *L'Entourage du général de Gaulle (1959-1969)*, Paris, Publibook, 2011.
- FALIGOT, Roger, GUISEL, Jean, et KAUFFER, Rémi, *Histoire politique des services secrets français, de la seconde guerre mondiale à nos jours*, Paris, La Découverte, 2012.
- FAURE, Claude, *Aux services de la République. Du BCRA à la DGSE*, Paris, Fayard, 2004.

- FORCADE, Olivier, « Michel Debré et les fins politiques du renseignement 1959-1962 », dans Serge Berstein, Pierre Milza et Jean-François Sirinelli (dir.), *Michel Debré, Premier ministre (1959-1962)*, Paris, PUF, 2005, p. 489-513.
- , « Objets, approches et problématiques d'une histoire française du renseignement : un champ historiographique en construction », *Histoire, économie, société*, 2012/2, p. 99-110.
- , « Les réformes du renseignement en France 2007-2012 », *Annuaire français de relations internationales*, 14, 2013, p. 617-631.
- , « Le renseignement dans la Seconde Guerre mondiale », dans Alya Aglan et Robert Frank (dir.), *1937-1947 : la guerre-monde*, Paris, Gallimard, coll. « Folio histoire », 2015, t. 1, p. 881-912.
- , « La guerre secrète du XIX^e au XX^e siècle » dans Christophe Bertrand, *et alii* (dir.), *Guerres secrètes*, cat. expo. Paris, musée de l'Armée, 12 octobre 2016-29 janvier 2017, Paris, Somogy, 2016, p. 31-35.
- FORCADE, Olivier, *et alii* (dir.), *Militaires en République (1870-1962). Les officiers, le pouvoir et la vie publique en France*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1999.
- GENESTE, Pascal, « Les papiers Foccart aux Archives nationales », *Vingtième siècle, revue d'histoire*, 78, avril-juin 2003, p. 157-162.
- , « Jacques Foccart ou la politique africaine de la France gaullienne », dans Philippe Oulmont et Maurice Vaïsse (dir.), *De Gaulle et la décolonisation de l'Afrique subsaharienne*, Paris, Karthala, 2014, p. 184-195.
- HACHEZ-LEROY, Florence (dir.), « Foccart, entre France et Afrique », n° 30 des *Cahiers du Centre de recherches historiques*, octobre 2002.
- LACHAISE, Bernard, LE BÉGUEC, Gilles, et THOMAS, Jean-Paul (dir.), *Mai 1958, le retour du général de Gaulle*, Rennes, PUR, 2010.
- LAURENT, Sébastien, « Pierre Messmer et la gestion de la crise : le ministre des Armées, la sécurité militaire et le SDECE (1960-1970) », dans François Audigier *et alii* (dir.), *Pierre Messmer, au croisement du militaire, du colonial et du politique*, Paris, Riveneuve éditions, 2012, p. 225-237.
- , « Le gaullisme et la "communauté du renseignement" sous la IV^e et la V^e République, quand "l'État secret" s'impose en pouvoir politique », dans François Audigier, Bernard Lachaise et Sébastien Laurent (dir.), *Les Gaullistes. Hommes et réseaux*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2013, p. 331-352.
- LAURENT, Sébastien (dir.), *Les espions français parlent. Archives et témoignages inédits des services secrets*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2011.
- LAURENT, Sébastien (dir.), *Le Secret de l'État. Surveiller, protéger, informer (XVIII^e-XX^e siècle)*, cat. expo. Paris, Archives nationales, 4 novembre 2015-28 février 2016, Paris, Nouveau Monde éditions, 2015.
- LAVROFF, Dimitri-Georges (dir.), *La Politique africaine du général de Gaulle (1958-1969)*, Paris, Pédone, 1981.

- NICK, Christophe, *Résurrection. Naissance de la V^e République, un coup d'État démocratique*, Paris, Fayard, 1998.
- NOUZILLE, Vincent, *Des secrets si bien gardés. Les dossiers de la Maison-Blanche et de la CIA sur la France et ses présidents, 1958-1981*, Paris, Fayard, 2009.
- OULMONT, Philippe, et VAÏSSE, Maurice (dir.), *De Gaulle et la décolonisation de l'Afrique subsaharienne*, Paris, Karthala, 2014.
- PÉAN, Pierre, *L'Homme de l'ombre. Éléments d'enquête autour de Jacques Foccart, l'homme le plus mystérieux et le plus puissant de la V^e République*, Paris, Fayard, 1991.
- SOUTOU, Georges-Henri, *La Guerre de Cinquante ans. Les relations Est-Ouest, 1943-1990*, Paris, Fayard, 2001.
- SOUTOU, Georges-Henri, et ROBIN-HIVERT, Émilie (dir.), *L'Afrique indépendante dans le système international*, Paris, PUPS, 2012.
- TRICAUD, Sabrina, *L'Entourage de Georges Pompidou : institutions, hommes et pratiques*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, 2014.
- TURPIN, Frédéric, « Jacques Foccart et le secrétariat général pour les Affaires africaines et malgaches », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, 8, mai-août 2009.
- , *De Gaulle, Pompidou et l'Afrique : décoloniser et coopérer (1958-1974)*, Paris, Les Indes savantes, 2010.
- , « Jacques Foccart, le conseiller politique », dans François Audigier, Bernard Lachaise et Sébastien Laurent (dir.), *Les Gaullistes. Hommes et réseaux*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2013, p. 185-196.
- , « Le poids du facteur colonial dans les conceptions de la puissance du général de Gaulle », dans Éric Bussière, Isabelle Davion, Olivier Forcade et Stanislas Jeannesson (dir.), *Penser le système international. Autour de l'œuvre de Georges-Henri Soutou*, Paris, PUPS, 2013, p. 169-176.
- , *Jacques Foccart. Dans l'ombre du pouvoir*, Paris, CNRS éditions, 2015.
- VAÏSSE, Maurice, *La Grandeur. Politique étrangère du général de Gaulle (1958-1969)*, Paris, Fayard, 1998.
- , *La Puissance ou l'influence ? La France dans le monde depuis 1958*, Paris, Fayard, 2009.
- , *Comment de Gaulle fit échouer le putsch d'Alger*, Bruxelles, André Versaille, 2011.

ŒUVRES DE FICTION

- CÉSAIRE, Aimé, *Une saison au Congo* (1966), Paris, Éditions du Seuil, coll. « Points », 2011.
- CONCHON, Georges, *L'État sauvage*, Paris, Albin Michel, 1964.
- KOUROUM, Ahmadou, *En attendant le vote des bêtes sauvages* (1998), Paris, Éditions du Seuil, coll. « Points », 2000.
- MANCHETTE, Jean-Patrick, *L'Affaire N'Gustro* (1971), Paris, Gallimard, coll. « Folio policier », 1999.

FILMS DOCUMENTAIRES

Bokassa I^{er}, empereur de Françafrique, d'Emmanuel Blanchard, Program33 et ECPAD, 2010 (60 min.).

Cameroun. Autopsie d'une indépendance, de Gaëlle Le Roy et Valérie Osouf, Program33, 2008 (52 min.).

Foccart, l'homme qui dirigeait l'Afrique, de Cédric Tourbe, K'IEN production, 2010 (90 min.).

Françafrique, 1. *La Raison d'État*, 2. *L'Argent roi*, de Patrick Benquet, Compagnie des Phares et Balises, 2010 (deux fois 80 min.).

Histoire de l'outre-mer, de Christiane Succab-Goldman, JEM-Productions, 2011 :
1. *L'Héritage colonial* (53 min.), 2. *Les Turbulences de la décolonisation* (54 min.),
3. *L'Ère de la mondialisation*, (54 min.).

Histoires secrètes du Biafra : Foccart s'en va en guerre, de Joël Calmettes, Point du Jour, 2001 (52 min.).

406

L'Île veilleuse. Aimé Césaire, une voix pour l'histoire, d'Euzhan Palcy, Les Cavales de la nuit (54 min.).

Mai 1967, la répression policière en Guadeloupe, de Xavier-Marie Bonnot et François-Xavier-Guillerm, France Télévisions, 2013 (54 min.).

Pouvanaa, l'élu du peuple, de Marie-Hélène Villierme, Tuatau Production, 2012 (90 min.).

Les Présidents et l'outre-mer. Amours et désamours (1958-2012), de Félix Olivier, France Ô, 2014 (deux fois 55 min.).

Tirailleur, président, général. Eyadéma du Togo, d'Éric Deroo, Zaradoc-Les Films du Village, 2001 (52 min.).

NOTICES BIOGRAPHIQUES

François Audigier est professeur à l'université de Lorraine. Spécialiste d'histoire politique, il a notamment publié *Histoire du SAC. La part d'ombre du gaullisme* (Stock, 2003) et *Les Gaullistes. Hommes et réseaux*, avec Bernard Lachaise et Sébastien Laurent (Nouveau Monde éditions, 2013). Il coordonne actuellement le programme ANR VIORAMIL consacré aux violences et radicalisations militantes en France des années 1980 à nos jours.

Laurence Badel est professeur d'histoire contemporaine des relations internationales à l'université Panthéon-Sorbonne, membre de l'UMR SIRICE et du LABEX EHNE. Ses travaux portent sur les cultures diplomatiques de l'Europe et sur les relations extérieures de l'Union européenne en particulier avec la sphère asiatique. Elle a publié *Diplomatie et grands contrats. L'État français et les marchés extérieurs au XX^e siècle* (Publications de la Sorbonne, 2010) ; « From one globalization to the next: Diplomatic practices and new international relations », dans V. Génin, M. Osmont, T. Raineau (dir.), *Reshaping Diplomacy. Networks, Practices and Dynamics of Socialization in European Diplomacy since 1919* (Peter Lang, 2016) ; « Interrégionalisme, rivalités économiques et cultures diplomatiques : une approche historique du processus Asie-Europe (ASEM) », dans S. Santander (dir.), *Concurrences régionales dans un monde multipolaire émergent* (Peter Lang, 2016) ; « La France et Singapour dans les années 1990 entre interrégionalisme, intérêts économiques et enjeux globaux », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, 26 (mai-août 2015).

Françoise Banat-Berger, archiviste paléographe (École nationale des chartes), conservatrice générale du patrimoine, est directrice des Archives nationales.

Arthur Banga est docteur en histoire de l'École pratique des hautes études (EPHE) de Paris et de l'université Houphouët-Boigny d'Abidjan. Spécialiste de l'histoire des relations franco-ivoiriennes, il a publié plusieurs articles sur l'histoire de la défense ivoirienne. Il est enseignant-chercheur au département d'histoire de l'université Houphouët-Boigny.

Jean-Pierre Bat, archiviste paléographe (École nationale des chartes), agrégé d'histoire et docteur de l'université Panthéon-Sorbonne, chercheur au CNRS

et au centre Jean-Mabillon (École nationale des chartes). Spécialiste de l'histoire de l'Afrique centrale, il est détaché aux Archives nationales comme chargé d'études « Afrique » et responsable du fonds Foccart. Il est l'auteur du *Syndrome Foccart. La politique française en Afrique de 1959 à nos jours* (Gallimard, 2012), *La Fabrique des barbouzes. Histoire des réseaux Foccart en Afrique* (Nouveau Monde éditions, 2015), *Françafrique. Opérations secrètes et affaires d'État* (Tallandier, 2016) et le co-auteur de *Archives de la présidence de la République. Secrétariat général des Affaires africaines et malgaches (1958-1974)* (Archives nationales, 2015).

408 **Walter Bruyère-Ostells** est professeur des universités à Sciences Po Aix (CHERPA). Il enseigne également à l'École de l'Air et à l'École des commissaires des armées. Ses recherches portent sur les combattants non-conventionnels et sur la violence de guerre. Il a récemment publié : *Dans l'ombre de Bob Denard. Les mercenaires français de 1960 à 1989* (Nouveau Monde éditions, 2014), *French Mercenaries, Violence and Systems of Domination in Sub-Saharan Africa* (The Edwin Mellen Press, 2016) et a coordonné le dossier « L'outil militaire au service de l'influence française en Afrique subsaharienne », *Relations internationales* (2016).

Nicolas Courtin est rédacteur en chef adjoint de la revue *Afrique contemporaine*, et chargé de mission à la direction Études, recherches et savoirs de l'Agence française de développement. Il prépare une thèse de doctorat d'histoire sur l'Académie militaire d'Antsirabé et la formation des élites militaires à Madagascar. Cofondateur du Groupe d'études sur les mondes policiers en Afrique (GEMPA), ses recherches portent sur les forces armées, le renseignement en Afrique, et les institutions pénales (police, gendarmerie, prison) en situation coloniale. Il a dirigé, avec Jean-Pierre Bat, *Maintenir l'ordre colonial. Afrique et Madagascar (XIX^e-XX^e siècles)* (PUR, 2012) et dirige actuellement avec Jean-Pierre Bat et Vincent Hiribarren un ouvrage sur l'histoire du renseignement impérial (XIX^e-XX^e siècle) (2017, à paraître).

Olivier Dard est professeur à l'université Paris-Sorbonne. Spécialiste d'histoire politique, notamment des droites radicales en France et en Europe, il est notamment l'auteur de *Voyage au cœur de l'OAS* (Perrin, 2005 et 2011), *Bertrand de Jouvenel* (Perrin, 2008). Il a dirigé avec Daniel Lefeuvre, *L'Europe face à son passé colonial* (Riveneuve, 2009), et, avec François Cochet, *Subversion, anti-subversion et contre-subversion* (Riveneuve, 2010).

Docteur en histoire contemporaine de l'université Panthéon-Sorbonne, **Camille Evrard** est actuellement chercheur *post doc* au Labex « Structuration des mondes sociaux » de l'université Toulouse Jean Jaurès, et est associée aux laboratoires Framespa et IMAf. Ayant soutenu une thèse sur l'histoire de l'armée en Mauritanie, elle travaille également sur le cas nigérien. Ses recherches concernent autant l'histoire de l'empire colonial français en Afrique sahélo-saharienne, en particulier celle des politiques de l'ordre, que l'histoire des forces armées et de sécurité dans le cadre de la construction des États post-coloniaux.

Olivier Feiertag est professeur à l'université de Rouen. Il est spécialiste d'histoire des relations monétaires et financières internationales au xx^e siècle. Il a récemment publié, avec Michel Margairaz, *Les Banques centrales et l'État-nation* (Presses de Sciences Po, 2016).

Professeur d'histoire contemporaine des relations internationales à l'université Paris-Sorbonne, **Olivier Forcade** est membre de l'UMR SIRICE, dont il est le directeur adjoint, et du LABEX EHNE. Il a récemment publié *La Censure en France pendant la Grande Guerre* (Fayard, 2016). Il a dirigé, avec Rainer Hudemann, Fabian Lemmes et Johannes Grossmann, un programme de recherche franco-allemand ANR-DFG consacré aux déplacements de population à la frontière franco-allemande (1939-1945), *Evakuierungen im Europa der Weltkriege* (Metropol Verlag, 2014).

Spécialiste de l'histoire de l'Océanie et de l'Outre-mer français, **Sarah-Mohamed Gaillard** est maître de conférences à l'INALCO. Elle a notamment publié *L'Archipel de la puissance? La politique de la France dans le Pacifique Sud de 1946 à 1998* (Peter Lang, 2010) et *Histoire de l'Océanie de la fin du XVIII^e siècle à nos jours* (Armand Colin, 2015)

Pascal Geneste, archiviste paléographe (École nationale des chartes), conservateur en chef du patrimoine, est directeur adjoint des Archives départementales de la Gironde. Responsable des archives de la présidence de la République à la section du xx^e siècle des Archives nationales (notamment les fonds Pompidou, Giscard d'Estaing, Chirac et Foccart) de 2001 à 2011, il est l'archiviste du président Valéry Giscard d'Estaing. Il est l'auteur des *Archives de la présidence de la République. Valéry Giscard d'Estaing (1974-1981)* (Somogy/Archives nationales, 2007) et le co-auteur de *Archives de la présidence de la République. Secrétariat général des Affaires africaines et malgaches et de la Communauté (1958-1974)* (Archives nationales, 2015).

Professeur à l'École normale supérieure d'Abidjan et chercheur à la fondation Félix-Houphouët-Boigny en Côte d'Ivoire, **Frédéric Grah Mel** est l'auteur de plusieurs biographies consacrées à Alioune Diop, à Félix Houphouët-Boigny ou au cardinal Bernard Yago.

Charly Jollivet est doctorant en archivistique et ATER à l'université d'Angers. Ses recherches portent sur les archives dans les pays et territoires de la zone Sud-Ouest de l'océan Indien.

410 Archiviste paléographe, conservatrice du patrimoine, **Anne Leblay-Kinoshita** est docteure en histoire et civilisations. Actuellement chef de la mission Archives de la Bibliothèque nationale de France, ses travaux portent sur l'histoire de l'immigration et sur l'histoire des archives. Notamment auteur de « L'enseignement espagnol à Paris sous la Restauration et la monarchie de Juillet » (*Revue d'histoire de l'éducation*, 139, 2013) et co-auteur de « Destructures, reconstitutions, instructions. Les leçons de l'année 1940 au ministère des Affaires étrangères » (dans *1940, l'empreinte de la défaite, Témoignages et archives*, PUR, 2014).

Anna Konieczna est docteur en histoire de Sciences Po (2013) et ATER en histoire à l'Université Paris-Est Créteil. Elle a été *Deakin Visiting Fellow* à St Antony's College à l'Université d'Oxford (2015-2016). Ses recherches portent sur l'histoire de la politique étrangère de la France en Afrique « hors champ » et sur l'histoire du mouvement anti-apartheid européen.

Sébastien-Yves Laurent, politologue et historien, est professeur à l'université de Bordeaux. Ses travaux portent sur l'exercice de la sécurité par l'État. Il a récemment publié *l'Atlas du renseignement. Géopolitique du pouvoir* (Presses de Sciences-Po, 2014) ; dirigé *Le Secret de l'État. Surveiller, protéger, informer XVII^e-XX^e siècle* (Nouveau Monde éditions, 2015) ; et co-dirigé avec Bertrand Warusfel *Transformations et réformes de la sécurité et du renseignement en Europe* (Presses universitaires de Bordeaux, 2016).

Sylvain Mary est agrégé d'histoire et doctorant ATER en histoire à l'université Paris-Sorbonne. Sa thèse, sous la direction d'Olivier Forcade, porte sur la politique française de départementalisation Outre-mer à travers l'exemple des Antilles (1944-1981). Il a été, par ailleurs, membre de la commission temporaire d'information historique du ministère des Outre-mer en 2015 et 2016. Il a publié *Le Gaullisme d'opposition aux Antilles et en Guyane. La RPF sous l'œil de Jacques Foccart* (L'Harmattan, 2014).

Archiviste paléographe (École nationale des chartes), **Saliou M'Baye** est directeur honoraire des Archives nationales du Sénégal qu'il a dirigées de 1977 à 2005, et professeur à l'université Cheikh Anta Diop. Il est l'auteur de *Histoire des institutions coloniales françaises en Afrique de l'Ouest 1816-1960* (Dakar, 1991) et de *Histoire des institutions contemporaines du Sénégal 1956-2000* (Dakar, 2012).

Guia Migani est maître de conférences à l'université François Rabelais de Tours. Lauréate du prix Espoir 2006 de la fondation Charles-de-Gaulle, elle a notamment publié *La France et l'Afrique sub-saharienne, 1957-1963. Histoire d'une décolonisation entre idéaux eurafricains et politique de puissance* (Peter Lang, 2008) et, plus récemment, *Les Années Barroso*, avec Éric Bussière (Tallandier, 2014).

Agrégé et docteur en histoire, spécialiste de la vie politique et des institutions de l'Océanie, **Jean-Marc Regnault** est maître de conférences honoraire (HDR Université Bordeaux Montaigne), chercheur associé à l'université de la Polynésie française. Récemment organisateur ou co-organisateur de plusieurs colloques dans le cadre du réseau-Asie/Océanie du CNRS (« L'Océanie convoitée » à Paris en 2015 et à Papeete en 2016, actes à paraître), il a notamment publié *François Mitterrand et les territoires français du Pacifique : 1981-1988* (Les Indes savantes, 2003) et *L'ONU, la France et les décolonisations tardives. L'exemple des terres françaises d'Océanie* (Presses universitaires d'Aix-Marseille, 2013).

Mélanie Torrent est maître de conférences en études britanniques et du Commonwealth à l'Université Paris Diderot et membre du laboratoire de recherches sur les cultures anglophones (UMR 8225). Elle est membre de l'Institut universitaire de France et *Senior Research Fellow* à l'Institute of Commonwealth Studies. Elle est l'auteur de *Diplomacy and Nation-Building: Franco-British Relations and Cameroon at the End of Empire* (I.B. Tauris, 2012) et a co-dirigé, avec Claire Sanderson, *La Puissance britannique en question : diplomatie et politique étrangère au XX^e siècle / Challenges to British Power Status: Foreign Policy and Diplomacy in the 20th Century* (Peter Lang, 2012). Ses recherches portent sur l'histoire connectée des fins des empires européens en Afrique et la politique étrangère britannique depuis la seconde guerre mondiale.

Frédéric Turpin est professeur d'histoire des relations internationales à l'université de Savoie (Chambéry) où il est titulaire d'une chaire Senghor pour la francophonie. Il a notamment publié *De Gaulle, Pompidou et l'Afrique. Décoloniser et coopérer (1958-1974)* (Les Indes savantes, 2010) et *Jacques Foccart. Dans l'ombre du pouvoir* (CNRS éditions, 2015).

Klaas van Walraven est professeur à l'Université de Leiden (Pays-Bas). Spécialiste du Niger, il a notamment publié *The Yearning for Relief: A History of the Sawaba Movement in Niger* (Brill, 2013).

Pierre Vermeren est professeur d'histoire du Maghreb contemporain à l'université Panthéon-Sorbonne, auteur d'une *Histoire du Maroc depuis l'indépendance* (4^e éd., La Découverte, 2016). Il a également publié *Le Choc des décolonisations, de la guerre d'Algérie aux printemps arabes* (Odile Jacob, 2015).

TABLE DES ABRÉVIATIONS
DES CENTRES D'ARCHIVES ET DE DOCUMENTATION

ABCEAO	Archives de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (Paris)
AMAE	Archives du ministère des Affaires étrangères (La Courneuve)
AN	Archives nationales (Pierrefitte-sur-Seine)
ANM	Archives nationales de Madagascar (Antananarivo)
ANMT	Archives nationales du monde du travail (Roubaix)
ANOM	Archives nationales d'Outre-mer (Aix-en-Provence)
CAEF	Centre des archives économiques et financières (Savigny-le-Temple)
CHETOM	Centre d'histoire et d'études des Troupes d'Outre-mer (Fréjus)
CNDRS	Centre national de documentation et de recherche scientifique (Comores)
FNSP	Fondation nationale des sciences politiques (Paris)
NLA	National Library of Australia (Canberra)
TNA	The National Archives (Kew, Londres)
SHD	Service historique de la Défense (Vincennes)

421

CRÉDITS PHOTOGRAPHIQUES

Pour l'ensemble des documents reproduits dans l'ouvrage, excepté l'annexe cartographique: © Archives nationales (France).

TABLE DES MATIÈRES

Préface.....	7
Françoise Banat-Berger	
Introduction. Jacques Foccart, une vie politique.....	9
Olivier Forcade	

PREMIÈRE PARTIE PORTRAITS D'ACTEURS

Foccart face à ses sources.....	25
Jean-Pierre Bat	
René Journiac, « le Foccart de Giscard »?.....	49
Pascal Geneste	
Félix Houphouët-Boigny, le ministre français qui est devenu chef d'État en Côte d'Ivoire.....	65
Frédéric Grah Mel	

DEUXIÈME PARTIE LA DÉCOLONISATION À LA LUMIÈRE DU FONDS FOCCART

La coopération militaire et les enjeux de défense en Afrique de l'Ouest : les cas de la Mauritanie et de l'Entente.....	81
Arthur Banga & Camille Evrard	
Symphonie militaro-sécuritaire sur la Grande Île. Madagascar et l'ordre foccartien ...	97
Nicolas Courtin	
Jacques Foccart et le Niger : le briseur du Sawaba dupé par les militaires (1958-1974).....	117
Klaas van Walraven	
Bob Denard : les archives d'un mercenaire foccartien.....	133
Walter Bruyère-Ostells	
« Chasse gardée » au Cameroun ? Le secrétariat général des Affaires africaines et malgaches et la gestion des sphères d'influence française et britannique en Afrique de l'Ouest.....	145
Mélanie Torrent	

La France, l'Afrique et la connexion marocaine.....	163
Pierre Vermeren	
Refaire le procès d'une victime tahitienne de la Grandeur. Quête et requête en faveur de l'innocence du député Pouvanaa a Oopa.....	177
Jean-Marc Regnault	
Les archives des rues Oudinot et Monsieur au prisme de Foccart.....	191
Anne Leblay-Kinoshita	

TROISIÈME PARTIE
LA « MÉTHODE FOCCART »

Foccart, l'OAS et l'extrême droite.....	203
Olivier Dard	
Jacques Foccart et le Service d'action civique.....	219
François Audigier	
Foccart au miroir du SDECE des années 1960 : entre « pré carré » africain et guerre froide.....	231
Sébastien-Yves Laurent	
Politique de l'urgence contre la décolonisation. Foccart, conseiller présidentiel pour les départements d'Outre-mer (1958-1974).....	239
Sylvain Mary	
L'apport du fonds Foccart pour l'histoire des Comores (1958-1974).....	255
Charly Jollivet	
Jacques Foccart : pourquoi la légende noire?.....	265
Frédéric Turpin	

QUATRIÈME PARTIE
AFFAIRES DIPLOMATIQUES
& DIPLOMATIE D'AFFAIRES

La politique du franc CFA (1959-1974) : le tournant de la décolonisation monétaire.....	287
Olivier Feiertag	
La CEE et l'Afrique, quel projet de développement pour la coopération eurafricaine? (1958-1972).....	309
Guia Migani	
Les enjeux de la « francophonie économique » : les voies renouvelées de l'influence française au tournant des années 1960-1970.....	323
Laurence Badel	

Le nickel calédonien, un levier de la puissance française en Océanie (1958-1974)..	341
Sarah Mohamed-Gaillard	
L'Afrique du Sud, un partenaire particulier pour le « dialogue »	353
Anna Konieczna	
Conclusion. Ouvrir les archives de la Françafrique.	369
Saliou Mbaye	
Cartes	373
Jacques Foccart en quelques dates	383
Plan de l'inventaire du fonds Foccart aux Archives nationales.....	385
Bibliographie	393
Notices biographiques	407
Index	413
Table des abréviations des centres d'archives et de documentation	421
Crédits photographiques	422
Table des matières	423

